ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1289 - 19 mars 1993 - prix : 9 F

Oui, il faut faire payer la crise aux riches

OUI, S'IL FAUT PARTAGER QUELQUE CHOSE, QUE LA BOURGEOISIE PARTAGE SA FORTUNE !

M6189 - 1289 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Oui, il faut faire payer la crise aux riches
OUI, S'IL FAUT PARTAGER QUELQUE CHOSE, QUE LA BOURGEOISIE PARTAGE SA FORTUNE !

Bien que, puisque la loi le veut ainsi, la presse n'ait plus le droit de publier de sondage sur les élections, il n'y a personne pour prétendre que le Parti Socialiste ne va pas quitter le pouvoir à la fin du mois.

Les dernières projections nous montraient que, dans ce pays de démocratie avancée, des partis qui allaient obtenir 40% des voix au premier tour obtiendront 75% des sièges de députés, donnant ainsi à la droite une confortable majorité.

Les socialistes s'y sont résignés depuis déjà des mois. Le pouvoir les a usés et de plus quelque peu corrompus et, pour leur malheur, cela s'est su.

A entendre, dans cette campagne, leurs porte-parole, on croirait qu'ils vont arriver au gouvernement et non pas qu'ils vont en partir, tellement ils sont pleins de projets, de propositions, de solutions à tous nos problèmes. Quand on les écoute, on ne peut que se dire "pourquoi n'ont-ils donc pas appliqué tout cela avant ?".

Dans le même temps, ils essaient de caser avant le naufrage un certain nombre d'entre eux, comme Pierre Joxe à la présidence de la Cour des comptes ou, sans craindre le ridicule, Bernard Kouchner comme "professeur de médecine humanitaire" à la faculté de médecine de Cochin. Il y a renoncé sous la pression de gens qui ne valent pas mieux que lui mais, immanquablement on en vient à penser que, pour Kouchner, en médecine humanitaire aussi, charité bien ordonnée commence par soi-même.

Et surtout beaucoup d'entre eux visent les futures présidentielles, en espérant que la droite se sera suffisamment déconsidérée dans l'exercice du pouvoir pour qu'un candidat socialiste, crypto-socialiste ou libéral, puisse l'emporter contre celui de la droite.

C'est l'opération tentée par Rocard et qu'il peut réussir à moins qu'il en soit empêché par quelque maladresse, dont il serait paraît-il coutumier, telle que celle qu'il vient de commettre en attaquant un peu trop directement François Mitterrand.

En attendant, les gouvernements socialistes qui se sont succédé depuis douze ans, sous prétexte d'aider l'emploi ont bloqué les salaires, généralisé l'emploi précaire, permis l'augmentation du chômage, diminué les impôts sur les entreprises et sur les plus hauts revenus, et laissé se tarir les ressources de la Sécurité sociale et des caisses de chômage. En résumé ils ont permis au patronat de traverser la crise au mieux de ses intérêts, en faisant revenir la condition ouvrière de plusieurs années en arrière.

Bien entendu, il serait naïf de s'attendre à ce que la droite change ce cours des choses.

En fait, même s'ils voulaient mener une politique de réduction du chômage pour aborder les futures présidentielles en meilleure situation, ils ne le pourraient pas ! Il faudrait pour cela qu'ils s'en prennent à cette course au profit qui entraîne le patronat à multiplier les licenciements et même à en annoncer à l'avance simplement pour montrer à la Bourse qu'ils auront des exercices de plus en plus bénéficiaires et faire monter ainsi le cours de leurs actions.

La bourgeoisie exigera de la droite autant de cadeaux, autant de lois lui permettant de licencier, de moduler le travail, de diminuer même les salaires qu'elle en a exigés des socialistes. D'ailleurs le patronat, par la voix du CNPF et d'autres organismes du même type, a déjà posé quelques unes de ses exigences. Par exemple la modulation du temps de travail sans que sa réduction soit obligatoire, et encore des diminutions des charges sociales, avec en particulier la prise en charge des allocations familiales par le budget de l'État. Toutes choses que le RPR et l'UDF se sont d'ailleurs empressés de reprendre formellement dans leur programme, bien qu'à mots couverts. Alors le patronat n'a aucune raison d'arrêter sa course aux licenciements dans sa course effrénée à la recherche du profit.

Bien sûr, en faisant cela le patronat risque de compromettre les chances électorales des hommes de droite pour les présidentielles, mais la bourgeoisie est une classe où règne la concurrence, elle s'occupe de ses intérêts à court terme et n'a cure des intérêts de ses larbins. La bourgeoisie française n'a aucune raison de faire le moindre sacrifice financier pour favoriser la situation politique des hommes de droite. D'autant qu'elle sait, pour l'avoir vécu, qu'elle sera aussi bien servie, si la gauche revient, déguisée ou pas à la façon Rocard, à l'occasion des présidentielles.

Alors, bien évidemment les travailleurs n'ont rien à attendre de leur seul bulletin de vote, que ce soit celui du dimanche 21 mars, celui du dimanche d'après ou celui des présidentielles qui suivront.

Rien n'arrêtera la soif de profit de la bourgeoisie, que les explosions de colère de la population travailleuse, des chômeurs, des pauvres. Ce jour-là, la peur des bourgeois et des riches, non pour leur vie car les travailleurs ne sont pas sanguinaires, mais pour leur fortune, leurs coffres-forts, leurs usines, pourra seule amener la bourgeoisie à prendre sur sa fortune pour maintenir les emplois.

Nous ne serons peut-être pas nombreux à le dire le 21 mars, mais immanquablement nous serons nombreux à le faire, un jour ou l'autre, car rien d'autre n'arrêtera la soif de profit de ceux qui possèdent déjà tout.

Arlette LAGUILLER

QUAND LE PS ET LES ÉCOLOS (SE) RÉPARTISSENT LE TRAVAIL...

AFP

Ce sont les salaires qui sont visés ?

... AU PROFIT DES PATRONS

■ Les dirigeants du Parti Socialiste ont tout d'un coup découvert la potion magique pour, sinon résoudre, du moins atténuer les effets du chômage : le partage du travail. C'est devenu l'un des leitmotivs des déclarations de ses représentants, Bérégovoy en tête.

On le voit sur toutes les chaînes de TV expliquer doctement que le développement du chômage serait une retombée du développement technologique qui justifie aujourd'hui qu'on réduise le temps de travail, qu'on développe le travail à temps partiel et autres gadgets fort en vogue actuellement. Pas un mot sur les profits, sur la spéculation permise entre autres par les dégrèvements des charges sociales et autres subventions accordées par Bérégovoy et ses prédécesseurs. Cela n'est pourtant pas un développement technologique, si on ne compte pas l'informatisation de la Bourse.

Le PS n'a pas le monopole de cette idée. Génération Écologie, la formation de Brice Lalonde, l'a fait figurer dans les "24 mesures d'urgence" qu'il préconise en la formulant de la façon suivante : instituer *"un cadre légal* (qui) *fixe la durée du travail, libère les horaires et favorise le travail à temps réduit, avec un régime d'indemnisation totale ou partielle des baisses de salaire"* ... Et pour inciter les patrons - car ces messieurs ont besoin de stimulants financiers - Génération Écologie propose que les charges sociales soient diminuées sur les premiers mille francs de salaire. Les ressources de compensation proviendraient de la CSG - ce qui se traduirait par une augmentation des prélèvements sur les salaires -, et par une augmentation de la taxe sur les produits pétroliers, c'est-à-dire par un impôt indirect dont on sait qu'il pèse proportionnellement plus sur les petits revenus que sur les gros.

Voir en pages 7, 8, 9, 10 la campagne de Lutte Ouvrière

Les écolos ont beau se targuer d'introduire l'imagination et la fantaisie dans la vie politique, ils font en l'occurrence preuve d'un remarquable conformisme. Celui-ci se résume à répartir le chômage entre tous, en laissant qui plus est aux patrons le soin d'organiser cette répartition, sur l'année. Ce n'est jamais là que la "flexibilité" que le patronat réclame depuis des années et que, de fait, avec les contrats à géométrie variable de toute sorte, il a déjà introduite dans la pratique. La proposition peut donc convenir aux patrons d'autant que, d'autre part, les écolos préconisent - quelle audace - que le coût de leurs propositions soit financé par les travailleurs eux-mêmes.

Prendre sur les profits, la fortune, les biens des patrons, ils n'y ont pas songé. Cette panne d'imagination n'est pas surprenante. Car les écolos, comme les socialistes, n'ont comme soucis que de se faire admettre et reconnaître par les patrons comme de bons gestionnaires de leur économie. Et même en cette période électorale où pourtant on n'est pas chiche de promesses dont on sait qu'elles ne seront pas tenues, ils se montrent raisonnables, responsables dans leurs propos.

Jean-Pierre VIAL

Kaspar à Washington

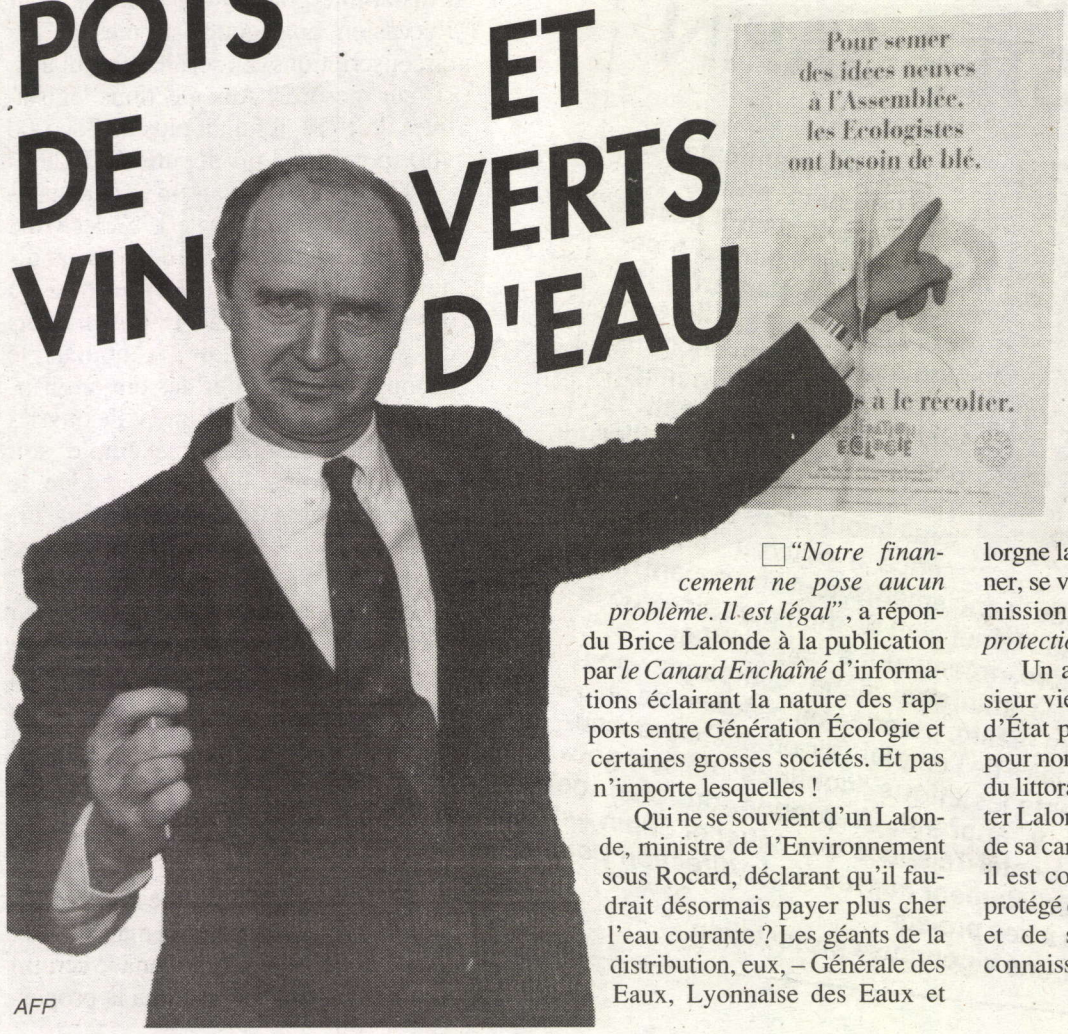
QUI A DIT QUE LE GOUVERNEMENT NE CRÉAIT PAS D'EMPLOIS ?

Vivant ses dernières heures, le gouvernement aura quand même fait un geste contre le chômage en créant au moins un emploi. Et pas n'importe lequel : ministre-conseiller chargé des Affaires sociales auprès de l'ambassade de France à Washington !

L'heureux bénéficiaire de cette sinécure n'est autre que Jean Kaspar, ex-secrétaire général de la CFDT. Un chômeur difficile puisqu'il venait de refuser une proposition, il est vrai plus aléatoire, de candidature aux législatives sous l'étiquette du PS en Alsace. Cette fois, il semble que le poste lui convienne : en tout cas, s'il s'agit de régler les problèmes de personnel posés à l'ambassade, il ne devrait pas se tuer à la tâche.

Lalonde et ses "sponsors" :

POTS DE VIN ET VERTS D'EAU



AFP

□ *"Notre financement ne pose aucun problème. Il est légal"*, a répondu Brice Lalonde à la publication par *le Canard Enchaîné* d'informations éclairant la nature des rapports entre Génération Écologie et certaines grosses sociétés. Et pas n'importe lesquelles !

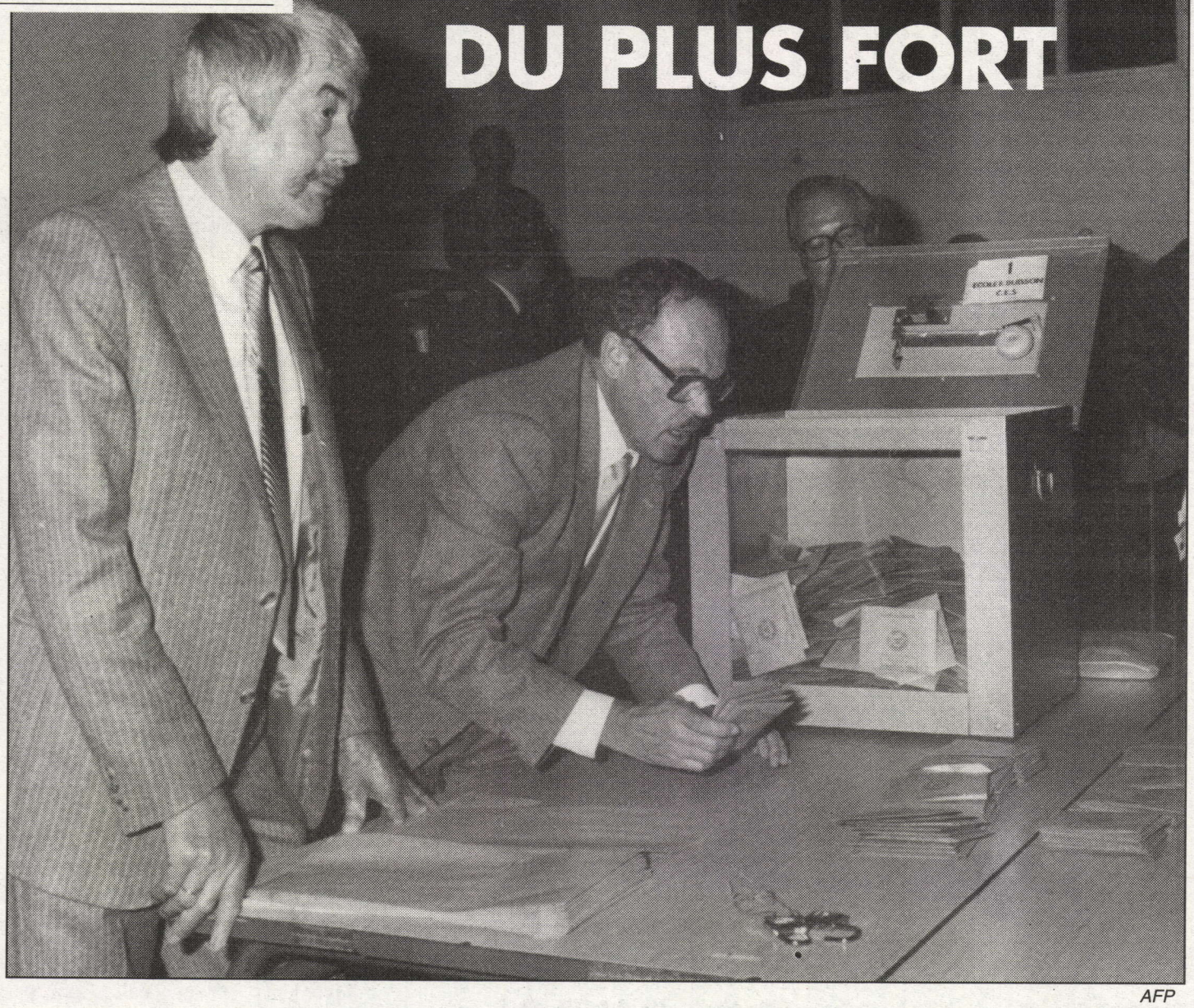
Qui ne se souvient d'un Lalonde, ministre de l'Environnement sous Rocard, déclarant qu'il faudrait désormais payer plus cher l'eau courante ? Les géants de la distribution, eux, – Générale des Eaux, Lyonnaise des Eaux et SAUR (Bouygues) – avaient flairé le bon coup et pris des garanties pour que cette eau du robinet, bien que chlorée, fleure surtout bon l'oseille. Écologie oblige, sans doute... Sinon, comment expliquer que ces sociétés soient parmi les annonceurs assidus de journaux électoraux écologistes, ou le chèque de plusieurs centaines de milliers de francs à Génération Écologie, émis par une filiale de la Lyonnaise ?

Coïncidence encore, sans doute, si trois semaines à peine après avoir signé un chèque substantiel à cette organisation écologiste, le promoteur en immobilier de loisirs, Pierre et Vacances, se voyait promu défenseur de l'environnement auprès du ministre Lalonde. Lui qui, avec quelques autres, lorgne la moindre parcelle de plage à bétonner, se voyait ainsi confier en août 1991 une mission officielle *"sur l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral"* !

Un an et demi plus tard, le même monsieur vient d'être condamné par le Conseil d'État pour bétonnage illégal d'un golf et pour non-respect... de la loi sur la protection du littoral ! Mais il en faut plus pour démonter Lalonde : du moment que le financement de sa campagne écolo-électorale est "légal", il est content. Même s'il a du même coup protégé des gens qui, en matière de pollution et de saccage de l'environnement, en connaissent un rayon.

P. L.

Le scrutin majoritaire : LA "DÉMOCRATIE" DU PLUS FORT



AFP

Avant que le premier tour de scrutin ait lieu le 21 mars, les sondages annonçaient déjà qu'avec 42% des voix, la droite pourrait se partager de l'ordre de 75% des sièges de l'Assemblée. Un tour de passe-passe qui n'a rien de mystérieux, puisqu'il est voulu par le mode de scrutin qui régit ces élections législatives.

Le "scrutin uninominal majoritaire à deux tours" accorde en effet une belle prime au parti ou au regroupement dont les candidats arrivent en tête. Chacune des 577 circonscriptions (métropole plus DOM et TOM) n'élit en effet qu'un député, à la majorité des voix ; la majorité absolue est nécessaire pour être élu au premier tour, tandis qu'au second tour, la majorité relative suffit.

Du coup, un parti majoritaire à l'échelle nationale - relativement ou absolument - peut fort bien, en théorie, rafler tous les sièges, et en pratique en conquérir une majorité écrasante, sans rapport avec sa représentativité réelle dans le pays.

Si au premier tour chaque parti peut présenter un candidat, ce mode de scrutin oblige ensuite au second tour les électeurs à choisir entre les seuls deux ou trois partis restants, tous les candidats ayant obtenu moins de voix que le chiffre de 12,5% des électeurs inscrits étant éliminés. Il exerce d'ailleurs, dès le premier tour, une pression au vote dit "utile", au nom de l'intérêt qu'il y aurait à voter pour le candidat ayant *"le plus de chances de passer"* au second tour. Ainsi, pour obtenir que dans les circonscriptions où il arrive en tête au premier tour, le PS appelle à voter pour ses candidats, le PCF se voit contraint d'appeler à voter pour ceux du PS dans toutes les autres, et soumis de la part de celui-ci à un chantage permanent au non-désistement. Un chantage qu'il accepte bien, il est vrai.

C'est cette logique majoritaire qui a contraint les deux partis écologistes à se regrouper, dès le premier tour, pour avoir une chance d'emporter, avec de l'ordre de 15% des voix selon les sondages, ne serait-ce qu'un ou deux sièges sur plus de cinq cents !

Déjà utilisé par la IIIe République, ce mécanisme a été réintroduit en 1958 par De Gaulle à la naissance de la Ve République. On mit alors fin au mode de scrutin proportionnel départemental en vigueur sous la IVe République et rendu responsable de la "partitocratie" et de l'instabilité gouvernementale et, pour l'occasion, on découpa sur mesure 465 circonscriptions. Le résultat fut lui aussi "sur mesure". Aux élections législatives de 1958, il fallait plus de 380 000 voix pour élire un député du PCF et 22 000 seulement pour un député gaulliste. Ainsi, avec près de 19% des voix, le PCF n'obtenait que 10 députés, tandis que le parti gaulliste avec près de 21% des suffrages en raflait 189. Aux effets du scrutin majoritaire s'ajoutait le découpage particulier des circonscriptions, étudié pour qu'à une ville ouvrière votant à gauche, par exemple, soit toujours adjointe une large étendue de campagnes votant à droite... et pour surreprésenter systématiquement le vote rural.

Il fallut attendre 23 ans et 1981 pour que l'effet amplificateur du système majoritaire profite, cette fois, à la gauche ou plus exactement au Parti Socialiste. Ce qui rendit ce même parti qui avait tant dénoncé le mode de scrutin instauré par De Gaulle moins enclin à le remettre en cause, dès lors qu'il lui profitait.

Il est vrai qu'en 1985, le Parti Socialiste, craignant de perdre la majorité aux élections de 1986, abandonna le scrutin majoritaire pour un scrutin à la proportionnelle, avec cependant un plancher écartant les partis recueillant moins de 5% des voix. Cela n'empêcha pas la droite RPR-UDF de devenir majoritaire, mais sa majorité parlementaire resta réduite.

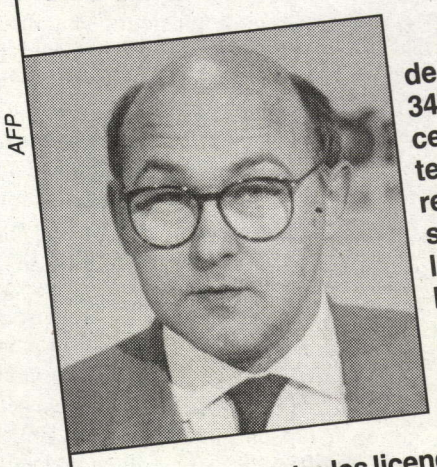
Revenue donc au gouvernement en 1986, la droite rétablit le scrutin uninominal majoritaire à deux tours et Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, fut largement accusé de pratiquer le "charcutage électoral" parce qu'il remaniait les circonscriptions au profit du RPR non seulement contre ses adversaires de gauche, mais aussi contre... ses alliés de l'UDF. Mais, ultime malchance, Mitterrand sortit vainqueur de la cohabitation et aux élections législatives de 1988 qui suivirent sa réélection, l'effet majoritaire profita une deuxième fois... au Parti Socialiste !

Le découpage électoral (1986 légèrement rectifié en 1990) prend, paraît-il, en compte l'évolution démographique de façon qu'il n'y ait pas la différence écrasante de population d'une circonscription à l'autre, qui existait par exemple dans le découpage de 1958. Mais il ne supprime évidemment ni l'effet majoritaire, ni un des effets voulus de ce découpage, le fait que les zones ouvrières soient souvent noyées dans des zones à composition bourgeoise ou petite-bourgeoise.

Et voilà en tout cas comment, en toute "démocratie", il peut y avoir, comme cette fois, une moyenne de neuf candidats par circonscription avec des pointes de 16 ou 17 candidats, pour qu'en fin de compte un seul parti emporte la majorité absolue des sièges.

J. F.

DOCTEUR MICHEL AND MISTER SAPIN



AFP

Lors d'une manifestation de protestation contre les 347 licenciements qui menacent les travailleurs d'Alcatel-Telspace à Nanterre, les représentants des différents syndicats avaient rencontré le ministre des Finances, Michel Sapin, qui tenait sa permanence de conseiller municipal de Nanterre. Il avait avoué alors son impuissance à pouvoir faire quoi que ce soit contre les licenciements, tout en avouant bien volontiers qu'Alcatel bénéficiait de multiples aides de la part de son ministère, notamment à l'exportation.

Ces jours-ci, le ministre mène campagne pour essayer de se faire réélire. Il a édité un programme électoral qui prétend faire de l'emploi "sa première préoccupation" et qui vante les efforts "continus" de son gouvernement. On y apprend, à propos du plan de licenciement d'Alcatel-Telspace que *"Michel Sapin est intervenu immédiatement auprès de la direction pour qu'elle renonce à ses projets"*.

Il a dû élever une vigoureuse protestation...

Les "charges sociales" dans la ligne de mire

L'axe de "lutte" du patronat contre le chômage peut se résumer en quelques phrases : les ouvriers et les employés coûtent trop cher ; les entreprises n'y arrivent plus et croulent sous le "coût du travail" ; pour permettre des embauches, il faut donc de toute urgence abaisser les charges sociales des entreprises.

Comment ? Tous ont des idées, en particulier les partis encore aujourd'hui dans l'opposition mais qui, pour demain, mitonnent à leur tour des plats salés pour la classe ouvrière. Ils l'avouent d'ailleurs avec franchise, sans s'embarrasser de démagogie électoraliste, tant la politique de leurs prédécesseurs leur a préparé le terrain pour qu'ils puissent se croire tout permis.

Par exemple, Chirac peaufine ce qu'il appelle un *"nouveau pacte social"* qui prévoit, entre autres mesures, *"d'alléger les charges sociales sur les emplois nouvellement créés"*. Giscard, quant à lui, expliquait, début mars, dans une conférence de presse, qu'il faudrait procéder à un transfert progressif sur le budget de l'État des cotisations d'allocations familiales payées par les patrons. Soit 150 milliards sur dix ans, à raison de 15 milliards par an, économisés par les entreprises et déboursés par l'État, c'est-à-dire par les contribuables en général, et les salariés tout particulièrement. Giscard incluait dans son projet une exonération de toutes les charges patronales *"pendant au moins six mois et sans doute un an"* pour tout embauché supplémentaire dans les entreprises de moins de dix salariés, pour tous les nouveaux embauchés dans les PME, pour toutes les créations nettes d'emploi dans les grandes entreprises.

Le CNPF ne dit évidemment pas non, mais sans s'engager en retour à créer des emplois. Il appuie les démonstrations tendant à prouver qu'en France le poids des cotisations sociales payées par les entreprises est insupportable. Il rappelle ainsi que le "financement social" repose à 51,7% sur les cotisations patronales mais seulement à 28,7% sur celles des salariés et à 17,2% sur les participations de l'État... et oublie, fort à propos, de préciser qu'entre 1987 et 1990, par exemple, les prélèvements sur les salariés ont augmenté de 26% tandis que les cotisations patronales, elles, ont crû de 9% seulement !

Le patronat aspire à se débarrasser du maximum de charges sociales. La difficulté est de réussir l'opération sans augmenter la part payée par les salariés de façon trop provocatrice. Aussi, est-il partagé sur la possibilité d'augmenter la Cotisation sociale généralisée (CSG), mesure qui, trop immédiatement sensible sur la feuille de paie, apparaît à certains patrons comme dangereuse. Giscard, Balladur, se déclarent également opposés à une augmentation de la CSG, approuvée en revanche par Raymond Barre à condition qu'elle devienne déductible du revenu imposable.

Mais, les uns comme les autres considèrent une augmentation de la TVA comme presque parfaite. Certes, les problèmes de concurrence européenne appelleraient des mesures d'harmonisation. Mais celles-ci seraient du ressort de l'État. La TVA, impôt sur la consommation, pèserait de tout son poids et de toute son injustice sur tous les salariés. Elle pèserait sur les petits revenus de la même façon - c'est-à-dire bien plus lourd – que sur les gros. Et surtout, elle aurait l'insigne avantage, aux yeux des capitalistes, de ne pas apparaître sur la feuille de paie, de rester invisible, sinon indolore, et donc peu susceptible à leur avis de déclencher colère et riposte de la part des travailleurs.

Et dire que les patrons et les politiciens à leur service voudraient nous faire croire que toutes ces mesures, visant comme ils disent à *"restructurer le financement social"*, favoriseraient l'embauche et le recul du nombre de chômeurs, alors que leur problème est de forcer les plus pauvres à les aider à profiter encore un peu plus, et de faire leur coup en douce !

Lucienne PLAIN

AFP

Giscard et Chirac s'apprêtent à alléger les "charges" patronales.

AFP

Le temps partiel dans les grandes surfaces AIDES AUX PATRONS EN LIBRE SERVICE

Le 9 mars, le patronat de la grande distribution alimentaire a signé un accord avec les principales centrales syndicales sur le travail à temps partiel.

En application de cet accord, les horaires des 34 000 salariés à temps partiel de cette branche (sur 133 500 employés) passeront de 16 à 22 heures par semaine dans un délai de six mois. Et, avec une belle magnanimité pétrie d'hypocrisie, cet accord prévoit de surcroît que les temps partiels pourront "allonger" leur horaire (et donc leur salaire) à concurrence d'un tiers, mais sur la base d'un taux horaire normal. Comme ces heures supplémentaires sont, bien souvent des heures de week-end ou de nocturne, cela fera autant de gagné pour les employeurs sur les majorations pour heures supplémentaires qui s'appliquent normalement.

La plupart des politiciens, à commencer par ceux qui sont au gouvernement, chantent les louanges du temps partiel pour résorber le chômage. Sans se donner la peine, il est vrai, de nous expliquer comment ils feraient, eux, pour survivre avec le salaire tout aussi partiel qui s'y attache, d'autant que c'est comme par hasard dans des secteurs comme les grandes surfaces justement, où les salaires sont parmi les plus bas, que le temps partiel est le plus répandu.

Le patronat des grandes surfaces montre dans la pratique, sans se soucier le moins du monde d'échéances électorales, comment il compte se servir du temps partiel. Loin d'être destiné à faciliter les fins de mois des temps partiels, le passage de l'horaire hebdomadaire de 16 à 22 heures n'a en effet d'autre but que de permettre aux patrons de bénéficier de l'abattement de 50% sur les charges sociales instauré par le gouvernement en décembre dernier et réservé aux temps partiels de plus de 19 heures hebdomadaires.

Evidemment, cela ne créera pas un seul emploi… et risque même d'en supprimer. Ce ne sont pas les ministres, ni ceux d'aujourd'hui ni ceux de demain, qui iront chercher noise pour cela aux patrons des grandes surfaces. Pas plus ce dernier accord que la loi du 31 décembre ne sont d'ailleurs assortis de la moindre obligation pour les patrons de ne pas licencier. Mais puisque, sous couleur d'aide à l'emploi et avec une belle hypocrisie, les gouvernants lui proposent si obligeamment des subsides, sans le moindre engagement de sa part, pourquoi le patronat se priverait-il de se servir ?

François ROULEAU

Ce sont les employés qui vont... déguster !

AFP

RENAULT ÉTALE SES PROFITS

Bassignac / Gamma

En dix ans, deux fois plus de voitures par salarié...

Avec un bénéfice net de 5,7 milliards de francs en 1992, le groupe Renault vient d'annoncer qu'il avait amélioré ses profits de 84 % sur l'année précédente. Et ce, malgré les 1,4 milliard de perte de Volvo, pris en charge par Renault.

Ces résultats ont été applaudis par la presse française relevant qu'après PSA Peugeot-Citroën en 1991, c'est Renault qui en 1992 est devenu le constructeur le plus rentable du monde, devançant même le japonais Toyota !

Alors que le marché européen de l'automobile est en baisse et celui des camions en chute libre, ces résultats peuvent surprendre. Mais ils s'expliquent tout à fait par la politique menée depuis dix ans par les constructeurs. Ainsi, sur cette période, Renault et PSA ont supprimé 121 000 emplois, soit 30 % de leurs effectifs, tandis que leur production augmentait de 30 % ; autrement dit, le nombre de véhicules produits chaque année par salarié a été quasiment multiplié par deux.

C'est donc bien sur le dos des travailleurs, en augmentant les cadences, en supprimant des postes et en bloquant les salaires, que Renault et les autres constructeurs automobiles peuvent aujourd'hui se glorifier de leurs "bons" résultats. Et cette exploitation devrait encore s'amplifier dans les trois ans à venir puisque les fabricants français prévoient de réduire encore de 15 % leurs coûts de production. Rien que pour Renault, 2 240 nouvelles suppressions d'emplois sont d'ailleurs programmées pour 1993.

La direction de Renault sait d'ailleurs pouvoir compter sur la compréhension syndicale. La CFDT par exemple, à l'annonce des bénéfices, prenant fait et cause pour les préoccupations patronales, a conseillé à la direction de "*continuer à investir fortement dans la recherche, raccourcir les délais de paiements des fournisseurs, investir plus et mieux dans son réseau commercial...*" ! FO tient le même langage. Mais la CGT aussi a déclaré qu'elle considère que les bénéfices doivent "*servir en priorité l'emploi qualifié, mieux rémunéré,... une amélioration des conditions de travail, l'investissement dans de nouveaux produits et une diversification soutenue*".

Il serait pourtant temps pour les travailleurs de Renault de réclamer leur dû. C'est en effet un bénéfice de 3 253 F par mois que Renault réalise sur le dos de chacun de 146 000 salariés du groupe ; un sérieux rééquilibrage s'impose !

R. M.

PÊCHEURS ET PAYSANS EN COLÈRE

Une halle aux poissons dévastée par les marins-pêcheurs.

Quidu / Gamma

Bérégovoy s'engouffrant précipitamment dans sa voiture, sous un bombardement d'œufs et de pommes pourris à Loches (Indre-et-Loire).

AFP

Les marins-pêcheurs continuent de s'en prendre à des entrepôts, et à des camions contenant des poissons importés. La nuit du 14 au 15 mars par exemple, ils ont ravagé les locaux d'un gros importateur, Unipêche, à Boulogne-sur-Mer, ainsi que la société Gelmer.

Parallèlement des paysans se sont, à nouveau, lancés dans l'action : des producteurs de pommes de terre en ont répandu des milliers de tonnes à Brest et à Morlaix, pendant que des agriculteurs du Lot-et-Garonne détruisaient... du matériel électoral !

Lès uns comme les autres protestent, et se battent, contre la chute des cours, qui ne leur permet plus de vivre de leur travail. Et il est évidemment scandaleux que des pêcheurs et des paysans - qui produisent des biens utiles - soient menacés de faillite et de disparition, alors que beaucoup manquent de leurs produits, non seulement dans le monde affamé, mais même en France.

Les pêcheurs demandent que les grosses sociétés qui traitent et commercialisent les produits de la mer soient obligées de limiter, voire d'arrêter leurs importations. Sont spécialement visés les poissons en provenance des pays de l'Est, moins cher sans doute parce que la main-d'œuvre y est encore moins payée qu'en France. Les pouvoirs publics vont vraisemblablement prendre quelques décisions dans ce sens.

Mais que les importations soient limitées ou pas, les grosses sociétés de mareyage ont bien l'intention de maintenir, quoi qu'il arrive, leurs bénéfices.

Or ces sociétés de l'agro-alimentaire – et cela vaut pour le poisson comme pour bien d'autres produits – contribuent à maintenir des cours trop bas pour les producteurs, pêcheurs et paysans, et trop élevés pour les consommateurs. Cela condamne une partie des premiers à la ruine, et une partie des seconds à se restreindre en limitant ainsi le marché.

Faute de s'en prendre à ces sociétés, on risque de s'engager dans une guerre... entre pêcheurs d'un pays à l'autre. Ainsi des pêcheurs britanniques s'en sont pris à du poisson... français. Eux aussi veulent la limitation des importations, et leur position n'est pas moins "logique" que celle des pêcheurs français...

Quant aux agriculteurs, une partie d'entre eux, les producteurs de pommes de terre, se plaignent parce qu'ils ne peuvent plus... exporter : la France a en effet perdu les marchés algérien et irakien. Et il faut rappeler que, contrairement aux agriculteurs, les patrons qui avaient perdu leurs capitaux à la suite de la guerre du Golfe ont été remboursés par la Coface ! Le ministère de l'Agriculture a décidé de leur accorder 6 millions alors qu'ils réclament une aide de 55 millions. On est loin du compte.

Les agriculteurs, il est vrai, ont appris à se faire entendre, parfois violemment. Mais après tout ils "cassent" infiniment moins que le patronat qui ruine des régions entières et qui, lui, en retire honneurs et profits !

Les pêcheurs et les agriculteurs qui se battent sont quelques milliers. Ils causent bien des problèmes à l'Etat et au gouvernement, d'autant plus, il est vrai, en période électorale. Les salariés, ouvriers et employés, devraient bien en prendre de la graine ; eux qui sont des millions, s'ils se mettaient vraiment en colère, auraient la force de faire vraiment rendre gorge aux profiteurs du travail des autres.

André VICTOR

Arlette Laguiller à la Mutualité

La campagne électorale de Lutte Ouvrière se termine. Elle aura été pour nous l'occasion de rencontrer, de discuter avec bien des travailleurs dans les entreprises, sur les marchés, en porte-à-porte, de tenir aussi de nombreuses réunions dans les villes grandes ou petites. Et puis, de Marseille à Lille et de Montbéliard à Rennes, notre camarade Arlette Laguiller a participé à des meetings de soutien aux candidats locaux de Lutte Ouvrière.

Jeudi 11 mars, deux mille personnes ont assisté dans la salle de La Mutualité, à Paris, au meeting de soutien aux candidats de l'Ile-de-France dont nous extrayons les passages suivants :

LE PATRONAT EN GUERRE SOCIALE

■ (…) Depuis plusieurs années, pour augmenter les bénéfices des entreprises, les patrons diminuent la masse salariale en bloquant les salaires, en remplaçant les travailleurs en fixe par des intérimaires et, avec l'accord et le soutien du gouvernement, en payant de moins en moins ce salaire différé qu'est aussi la part patronale des cotisations sociales. Mais le grand moyen du patronat pour diminuer la masse salariale, c'est de licencier !

C'est le principal, mais ce n'est pas le seul moyen d'augmenter les profits. L'autre, ce sont toutes les aides, tous les dégrèvements que les gouvernements leur accordent, sous prétexte de les inciter à créer des emplois, au détriment des caisses de l'Etat.

(…) Le dernier en date de ces cadeaux, officialisé le 1er janvier, est un bon exemple. Ce cadeau d'adieu de Bérégovoy au patronat est l'abattement de 50 % sur les cotisations patronales de la Sécurité sociale pour tout nouveau poste de travail à temps partiel. Cette mesure ne concerne pas seulement toute nouvelle embauche à temps partiel, mais aussi toute transformation de poste à temps plein en poste à temps partiel !

"Joli cadeau aux entreprises" - commentait l'hebdomadaire *Le Nouvel Economiste*. Et de citer l'exemple des chaînes de supermarchés Casino, dont le directeur escompte de cette seule mesure quelque 80 millions de francs d'économies sur les cotisations sociales. Va-t-il au moins créer quelques emplois mal payés à temps partiel ? Que non, pas un ! Casino compte simplement remplacer ses salariés à temps plein par des salariés à temps partiel. Pour Casino, comme pour toutes les chaînes de la grande distribution, comme pour tous les Mac Donald et autres Quick, le décret Bérégovoy permet donc d'empocher chacun quelques dizaines de millions au détriment de la Sécurité sociale. En outre, remplacer des travailleurs à temps complet par d'autres à temps partiel leur assure une plus grande flexibilité dans les horaires.

Des cadeaux comme cela, il y en a eu beaucoup ! Sans parler de tous les stages bidon qui ne conduisent à aucun emploi, qui font vivoter les chômeurs en les sortant des statistiques du chômage et qui sont financés par les organismes sociaux.

(…) Ce sont ces largesses-là vis-à-vis du patronat qui ont ruiné la Sécurité sociale. Elles ont aussi ruiné l'Etat. Car pour combler ce déficit, l'Etat fait des emprunts aux banques mais aussi aux grandes sociétés. Et aujourd'hui, l'endettement de l'Etat est colossal.

L'Etat paie par an en intérêts de sa dette une somme faramineuse, entre 150 et 170 milliards, qui vont des caisses de l'Etat vers les banques, vers les grandes entreprises qui ont prêté. Rien qu'avec cette somme, versée à fonds perdus à la bourgeoisie, l'Etat pourrait créer des centaines de milliers d'emplois, directement ! Et des emplois utiles, pour développer et améliorer les services publics, construire des logements sociaux, produire et commercialiser à prix coûtant les biens de première nécessité que des millions de démunis n'ont pas les moyens de se procurer.

Mais au lieu de développer les services publics, l'Etat fait l'inverse. Il est maintenant réduit à vendre ses propres propriétés, et vendre non seulement les entreprises publiques, mais même des morceaux des services publics. Les Télécoms seront sans doute les premiers. Par principe ? Non ! Par besoin d'argent, pour continuer à financer la bourgeoisie. Mais vendre à qui ? A la bourgeoisie bien sûr ! Mais pour qu'elle achète, l'Etat cherche à rendre les entreprises publiques rentables. Pour cela, l'Etat utilise les mêmes moyens que les bourgeois : les licenciements ou les suppressions d'emplois baptisées restructurations, pour pouvoir vendre les secteurs rentables de ces entreprises, les privatiser comme on dit pudiquement.

Les maîtres de l'industrie, du grand commerce et de la finance sont des requins, des rapaces, et aujourd'hui des charognards vis-à-vis des services publics. Car les services publics vont se dégrader encore plus. Quand un patron privé gère un service public, il ne s'intéresse absolument pas à ce qui est fait, mais seulement aux bénéfices.

Et ces gens-là sont aussi des marchands d'esclaves, car tout cela se fera, là encore, par des milliers de licenciements, la misère dans les foyers ouvriers, des régions entières qui dépériront, des hôpitaux en ruine.

Voilà l'avenir que ces gens-là nous réservent et réservent à toute la société.

suite page 8

Les dernières réunions de la campagne

Meeting avec Arlette Laguiller

LO

• Bordeaux
JEUDI 18 MARS
20h30, salle de l'Athénée, place Saint-Christoly

RÉUNIONS PUBLIQUES

• Limoges
JEUDI 18 MARS
20 h 30, salle annexe Blanqui (derrière la Mairie) avec les candidats de la Haute-Vienne

• Saint-Chamond
JEUDI 18 MARS
à 18 h, salle Louise Michel (ex-Hôtel-Dieu) avec André MOULIN (candidat de la 3e circonscription de la Loire)

• Chelles
JEUDI 18 MARS
à 20h, Salle Albert Caillou 21 rue A. Caillou avec Jacques BEUNECHE et Christiane DUPREY Candidats des 7e et 8e circonscriptions de Seine-et-Marne

• Melun
JEUDI 18 MARS
à 20h, Espace Saint-Jean, Place Saint-Jean avec Daniel LIOUBOWNY, Frédéric CASTELLO et Guy MOUNEY, candidats des 1e, 3e et 9e circonscriptions de Seine-et-Marne

• Alès
JEUDI 18 MARS
à 20h 30, salle du Capitole (Ancien cinéma) place de la Mairie avec Michèle VILLANUEVA et Lucien DEGORGE, candidats dans les 4e et 5e circonscriptions du Gard.

• Saint-Brieuc
JEUDI 18 MARS
à 20h 30, petite Salle de Robien

• Lorient
JEUDI 18 MARS
20 h 30 cité Allende

• Hérouville-Saint-Clair
JEUDI 18 MARS
à 20 h 30, salle polyvalente de la Grande Delle, avec Daniel DIEUDONNE, candidat dans la 2e circonscription du Calvados

• Fourmies
JEUDI 18 MARS
à 20h, Vestiaire du Théâtre

• Louviers
JEUDI 18 MARS
à 18h, Maison des syndicats
avec Christine GAUCHET, candidate dans la 4e circonscription de l'Eure

• Grand-Quevilly
JEUDI 18 MARS
à 18h, Groupe post-scolaire avec Juan HEREDIAS, candidat dans la 4e circonscription de Seine-Maritime

• Dieppe
VENDREDI 19 MARS
à 20h 30, salle de réunion de la Mairie avec Michèle PETITEVILLE, candidate dans la 11e circonscription de Seine-Maritime

• Reims
VENDREDI 19 MARS
à 20 h 30, Châtillons, boulevard des Phéniciens avec Philippe GOISET, candidat dans la 2e circonscription de la Marne

Arlette Laguiller à la Mutualité

suite de la page 7

"IL FAUT QUE LA PE

GAUCHE ET DROITE AU SERVICE DES PATRONS

A l'entrée de la crise la bourgeoisie avait à sa disposition tout un personnel politique, tous les médias, tous les faiseurs d'opinion, non seulement pour défendre ses intérêts mais même pour les faire passer pour l'intérêt de toute la société.

La classe ouvrière, en revanche, a dû affronter cette période sans un parti qui la défende et qui représente ses véritables intérêts. Pire, ce sont précisément les partis dans lesquels la classe ouvrière avait confiance qui ont repris à leur compte et ont donné force aux arguments patronaux.

(...) Tous les gouvernements du monde capitaliste ont fait pareil et présenté les bénéfices des entreprises comme une nécessité pour que les entreprises créent des emplois. Mais, en France, ceux qui défendaient cette politique étaient des partis de gauche : le PS surtout, mais aussi - et bien que ses dirigeants veuillent aujourd'hui le faire oublier - le PC pendant trois ans au gouvernement ! Voilà comment on a anesthésié la classe ouvrière pendant des années pour l'empêcher de réagir et de se défendre.

Parler de l'intérêt des entreprises, c'est un mensonge. Dans les entreprises, il y a d'un côté les propriétaires et les bénéfices, et de l'autre les travailleurs et leurs salaires. Avec la crise, maintenir les bénéfices, c'est diminuer les salaires. Défendre les bénéfices, c'est attaquer les travailleurs et défendre les licenciements.

Aujourd'hui, on voit où a mené la politique de soutien au patronat. Durant les dix dernières années, la valeur moyenne des actions cotées en Bourse a été multipliée par cinq. Les entreprises valent en moyenne cinq fois plus ; la fortune de leurs propriétaires a augmenté d'autant, et leurs revenus aussi.

LE BILAN DES ANNÉES DE CRISE

Le bilan de ces années de crise est simple à faire. Il réside dans une réduction brutale de la part de la classe ouvrière et dans une augmentation considérable de la part patronale. La part des salaires dans le produit intérieur brut a reculé de 30 %. Rien que cela, rien que cette injustice sociale montre que, pendant toutes ces années, on nous a trompés pour pouvoir nous escroquer. Cette injustice en elle-même justifie, cent fois plutôt qu'une, que la classe ouvrière réagisse violemment pour obliger la bourgeoisie à rendre ce qu'elle a volé.

Mais il n'y a pas que cela. Est-ce que le rétablissement des bénéfices a permis à l'économie de sortir de la crise ? Absolument pas ! En même temps qu'elle sacrifie la classe ouvrière, la bourgeoisie sacrifie toute l'économie. Car les bénéfices n'ont même pas été investis pour construire de nouvelles entreprises, pour augmenter la production. Non, les entreprises ont utilisé les énormes quantités d'argent qu'elles ont accumulées sur le dos des travailleurs pour mener entre elles des batailles féroces, pour se disputer à coups de milliards les usines déjà existantes et rapportant du profit, pour conquérir des parts de marché les unes sur les autres. Et elles se sont servi aussi de cette masse de bénéfices pour participer à l'euphorie financière de la décennie passée.

(...) Fabriquer sans cesse de nouveaux chômeurs est un calcul évidemment à court terme car l'accroissement incessant du nombre de chômeurs réduit en même temps la consommation. Mais les patrons ne raisonnent pas à long terme et encore moins en fonction de leurs intérêts collectifs, sauf contre les travailleurs. C'est une classe avide, égoïste, qui ne connaît que la loi de la jungle, du "chacun pour soi". Ils veulent gagner beaucoup et vite, quitte à ne laisser derrière eux que des usines fermées et des régions ou des villes ruinées. Tant qu'une entreprise rapporte, quel qu'en soit le prix social, c'est tout ce qu'il leur faut. Et quand l'entreprise ne rapporte plus, ils s'en débarrassent, ils la ferment et ils déménagent leurs capitaux ailleurs.

(...) Alors, nos sacrifices ont servi exclusivement à enrichir le patronat, malgré la crise.

Et ces gens-là n'ont même pas besoin de défendre eux-mêmes leurs richesses et le droit de les agrandir, fût-ce en détruisant la société. Ils s'achètent pour cela des hommes politiques, des vedettes de télévision. Un homme politique, cela ne coûte pas cher. Des petits pourboires : un million de francs à Bérégovoy pour qu'il s'offre un appartement, 500 000 francs à Chirac pour qu'il passe des vacances de rêve dans un sultanat du Moyen-Orient ! Et elles ne coûtent pas cher, non plus, ces vedettes de télévision : une petite place de temps en temps dans un jet privé, quelques invitations dans des hôtels de luxe ! Et ce sont ces gens-là qui se chargent ensuite de la besogne, de la sale besogne des grands bourgeois : justifier les licenciements, justifier les prélèvements sur les plus pauvres.

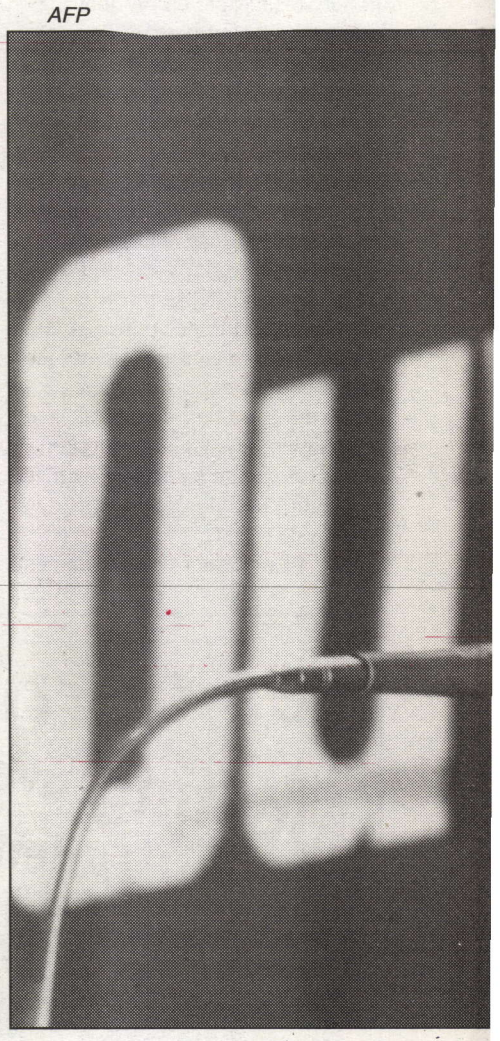
Alors, oui, la grande bourgeoisie, ces quelques centaines de grandes familles qui se partagent la propriété de la plupart des grandes entreprises, est une classe de parasites.

Elle l'est tout le temps. Mais, en ces temps de crise, sa soif détruit la société. Les bourgeois ont de moins en moins de rapport avec la production, dont ils se moquent. Ils prélèvent leurs parts sur la richesse sociale simplement en vertu de leurs titres de propriété, simplement en vertu de leur position sociale. Et, avec la crise, c'est un capitalisme de plus en plus usuraire, spéculateur. La bourgeoisie ne développe pas la production, elle la ruine. C'est une classe non seulement inutile, mais nuisible pour l'économie, pour la société, pour les hommes.

La bourgeoisie, l'économie de marché, c'est-à-dire, l'économie du profit, ne font plus avancer la production, elles constituent au contraire l'unique obstacle devant l'utilisation rationnelle des moyens de production dans le but de satisfaire les besoins de tous.

Voilà les véritables responsables du chômage, voilà les véritables responsables de la crise, voilà les véritables responsables de la dégradation de la vie sociale !

AFP



PARTAGER ? QUE LA BOURGEOISIE COMMENCE !

Le Parti Socialiste, qui est au pouvoir, comme ceux qui visent sa place parlent du chômage. De la droite aux socialistes en passant par les écologistes, leurs prétendues solutions contre le chômage sont toujours les mêmes : les petits boulots mal payés pour les travailleurs jetés à la rue, diminution des impôts et des charges sociales pour les patrons qui les ont licenciés.

Et voilà maintenant qu'ils se mettent tous – ou presque – à parler de partage des salaires, sous prétexte de partage du travail. On n'entend jamais ces gens-là proposer aux bourgeois, aux riches, de partager leurs profits et leurs revenus pour assurer un salaire à ceux qui n'en ont plus. Non, pour eux, tous les bénéfices des entreprises et même les richesses personnelles des bourgeois et leurs revenus, c'est sacré.

Mais si les patrons considèrent qu'ils ont moins de travail, qu'ils diminuent nos horaires, oui, mais sans diminuer ni le nombre d'emplois, ni nos salaires.

Nous, on veut bien partager. Mais pas entre pauvres. Que les bourgeois mettent donc dans la cagnotte à partager leurs comptes en banque, leurs actions, leurs propriétés, leurs châteaux, leurs bateaux de plaisance, tout ce qu'ils ont accumulé sur notre dos jusqu'ici ! On trouve normal de priver du nécessaire les travailleurs licenciés en les privant de leurs salaires. Il serait mille fois plus juste de priver les bourgeois de leur luxe et de leur superflu !

Souscription "Législatives"

À quelques jours du 1er tour, nous avons atteint pour la souscription le chiffre de 505 102 F. Manifestement, nous pouvons mieux faire et nous ferons mieux. Encore un effort car nous entrons dans la dernière ligne droite !

Une campagne électorale, c'est à la fois très vivant, très plein et très court, et pour nous tout se terminera au soir du 21

EUR CHANGE DE CAMP !"

LE DISCRÉDIT DU PARTI SOCIALISTE ET LA STRATÉGIE DE ROCARD

Ces élections législatives semblent bien, pour tous, une simple formalité, tant est grande la déconsidération du PS. Les dirigeants du Parti Socialiste n'y croient plus eux-mêmes et font a minima.

(...) La droite considère la victoire électorale acquise, les Premiers ministres potentiels pèsent leurs chances respectives et se considèrent déjà à Matignon et les ministrables font antichambre.

Du fromage, ils n'ont encore que l'odeur mais cela les fait, déjà, frétiller depuis plusieurs mois, comme cela fait frétiller un petit nombre de grands managers qui visent des places à la direction des grandes entreprises d'État.

Mais, en même temps, la gauche comme la droite se situent déjà dans la perspective de la période suivante. Car, pour les uns comme pour les autres, il y a l'échéance de la présidentielle qui vient dans deux ans.

Et cela pose d'abord des problèmes à la droite.

Dans ces législatives, elle bénéficie d'être dans l'opposition. D'après tous les sondages, c'est elle qui va rafler la mise. Mais, dans deux ans, ce ne sera pas nécessairement le cas. La droite sait que, pendant les deux ans qui viennent, elle ne fera rien contre le chômage car, pas plus que le PS, elle ne voudra s'en prendre aux bénéfices des patrons. C'est donc la droite qui aura à affronter le mécontentement engendré par le chômage, avec le risque de perdre dans deux ans la présidentielle et les législatives qui s'ensuivront.

Alors, même si la droite rafle dans trois semaines plus de 400 places de députés contre une centaine au PS, comme le laissent entrevoir les sondages, il n'est pas dit que cette chambre soit élue pour plus de deux ans.

Même si la droite se déconsidère à son tour dans deux ans, le PS en tant que tel n'est pas du tout sûr d'en recueillir les fruits. La stratégie politique d'un Rocard mise sur cette déconsidération de la gauche et de la droite. Rocard propose à ce qui reste du PS de se fondre dans un ensemble plus vaste, et surtout, plus à droite et avec une autre étiquette. Le "big bang" de Rocard, c'est de réunir des socialistes qui n'osent plus l'être, des écologistes et des centristes qui pensent avoir plus de chances d'accéder au gouvernement avec un Rocard qu'avec un Chirac, étant donné le petit nombre de députés qu'ils vont avoir.

Rocard est même prêt à prendre quelques transfuges du PC à qui leur étiquette réformatrice permet de rêver d'un retour dans les ministères. Philippe Herzog, ex-tête de liste du PCF aux élections européennes, devenu réformateur, a déjà dit oui, en déclarant, récemment, qu'il était *'"prêt à faire un bout de chemin avec des centristes et des RPR"*.

En un mot, Rocard s'adresse à ceux pour qui le rejoindre serait la seule chance d'avoir accès aux postes officiels.

"Big bang" sonne mieux que "Par ici, la bonne soupe", mais c'est quand même le bruit de la cloche qui appelle à la mangeoire. Cela marchera-t-il ou pas ? C'est le problème du seul Rocard et de sa clientèle.

En fait, du côté de la droite, Rocard risque d'avoir la concurrence d'une opération semblable s'adressant presque aux mêmes. Avec un Léotard par exemple qui, lui aussi, cherche à séduire les centristes et les écologistes.

Les préoccupations et les ambitions personnelles de Rocard rejoignent, au moins sur un point, la préoccupation qui est générale à l'ensemble des milieux politiques : comment renouveler les règles du jeu pour que puisse se poursuivre le petit jeu parlementaire de la majorité et de l'opposition, dans cette période qui s'ouvre où la gauche comme la droite risquent d'être confondues dans un même dégoût de la politique.

Le renforcement électoral du courant écologiste est déjà une expression du dégoût de la politique du côté surtout de la petite bourgeoisie déçue par le PS. Mais les chefs écologistes s'intégreront parfaitement dans le système, dont la plupart sont d'ailleurs de toute façon issus, avec cet avantage supplémentaire de ne pas être marqués ni à gauche ni à droite. Sans même être encore associés au pouvoir, ils ont déjà la roublardise des vieux politiciens !

(...) Grâce au courant écologiste, la gauche comme la droite peuvent donc essayer de faire du neuf avec du vieux, en laissant de côté Le Pen sur l'extrême-droite, et le PC. Mais, pendant les deux ans qui viennent, si la crise continue et s'aggrave et le mécontentement social avec, cela peut se traduire pour les prochaines élections par une poussée vers les extrêmes. Si c'est vers Le Pen, ce sera une évolution grave pour la société, grave pour la classe ouvrière. Si c'est vers le PC, ce sera l'expression d'une certaine radicalisation politique dans la classe ouvrière. Mais le PC n'est pas capable d'offrir de perspectives pour la classe ouvrière car, dans la période qui s'ouvre, offrir comme seule perspective une nouvelle édition de l'Union de la gauche ne serait qu'un ersatz, une triste répétition de celle qui a tant contribué à juguler la classe ouvrière dans un passé récent.

IL NOUS MANQUE UN PARTI

Il nous manque cruellement un parti qui représente réellement les travailleurs.

Un parti qui représente les intérêts politiques du prolétariat dans le combat pour son émancipation du joug de l'exploitation. Un parti dont le programme soit la destruction du pouvoir de la bourgeoisie et la création d'un pouvoir nouveau, exercé démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes et visant l'expropriation de la bourgeoisie et la mise à la disposition de la collectivité de toutes les richesses et de tous les moyens pour les produire.

Mais un parti qui représente aussi les travailleurs au jour le jour et qui organise leur défense contre les attaques de la bourgeoisie, un parti qui cherche systématiquement, comme on disait dans le passé, à faire payer les riches, sans que ce soient les travailleurs qui paient encore et toujours pour l'anarchie et la jungle de l'économie capitaliste.

(...) Le capitalisme est une organisation économique injuste, stupide, car la richesse de quelques-uns se nourrit de la pauvreté de la majorité.

Il condamne à l'inactivité des millions d'hommes, de femmes alors que les besoins, même élémentaires, ne sont pas satisfaits, même pas dans les pays riches et surtout, dans la partie pauvre de la planète. La capacité de production de l'humanité serait pourtant suffisante pour satisfaire ces besoins.

(...) Le capitalisme est une organisation économique qui, même lorsqu'elle ne développe plus la production, développe les inégalités, dans chaque pays comme entre pays ; une organisation économique qui est responsable de la famine, de la malnutrition, de la misère sans nom des trois quarts de l'humanité ; une organisation économique qui a en réalité transformé la planète tout entière en terrain de chasse au profit de quelques milliers, de quelques centaines de grands trusts capitalistes. Alors, la société capitaliste ne peut être rendue ni juste ni rationnelle. Voilà pourquoi nous continuons à nous revendiquer fièrement du communisme révolutionnaire.

(...) Aujourd'hui, ceux qui fabriquent l'opinion publique présentent le communisme comme définitivement dépassé. Mais ce sont les infamies du capitalisme qui feront surgir, inévitablement, une nouvelle génération de communistes !

Les coups que la bourgeoisie porte à la classe ouvrière susciteront de nouvelles vocations et pousseront à l'activité politique de nouvelles générations qui sauront comprendre le passé et en tirer des conclusions pour l'avenir.

Oui, la crise et les coups portés par la bourgeoisie à la classe ouvrière feront surgir au sein de la classe ouvrière des militants à qui les événements eux-mêmes auront appris que la lutte de classe, ce n'est pas une formule, pas une clause de style dans les discours, mais que c'est une réalité dure et que les travailleurs n'y feront face que s'ils savent la mener à leur tour et la mener jusqu'au bout.

Et cette nouvelle génération qui renouera avec les traditions de la lutte de classe saura redonner de nouveau confiance et entraîner ceux qui aujourd'hui se découragent.

suite page 10

mars ! Nous attendons donc les derniers résultats...

Nous comptons sur tous nos amis.

Vous pouvez bien sûr envoyer directement au journal une participation à la souscription. Le chèque doit être libellé à l'ordre de Lutte Ouvrière et renvoyé à :

LUTTE OUVRIERE
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18.

Virements CCP : à l'ordre de Lutte Ouvrière - CCP 3117586 W LA SOURCE.

Pour entendre les émissions de Lutte Ouvrière

AVANT LE 1er TOUR

• jeudi 18 mars

Radio :
France Inter :
après le journal de 20 h

• vendredi 19 mars

Télévision :
France 3 :
à partir de 18h20
France 2 :
après le journal de 20 h
Radio :
France Inter :
après le journal de 20 h

...APRÈS LE 1er TOUR

• mardi 23 mars

Télévision :
France 2 :
après le journal de 13h
France 3 :
après "Soir 3"
Radio :
France Inter :
après le journal de 20 h

• vendredi 26 mars

Télévision :
France 2 :
après le journal de 13h
France 3 :
après "Soir 3"
Radio :
France Inter :
après le journal de 20 h

La campagne de Lutte Ouvrière

Arlette Laguiller à la Mutualité

OUI, NOUS NOUS RÉCLAMONS DU COMMUNISME !

Tous les adversaires du communisme s'appuient sur l'évolution de l'URSS. Eh bien, nous continuons à nous revendiquer de cette révolution d'Octobre 1917 où, pour la première fois, le prolétariat a eu le courage de conquérir le pouvoir politique pour transformer la société, exproprier la bourgeoisie et jeter les fondements d'une économie où on produise pour les besoins de tous et pas pour le profit privé de quelques-uns.

Le prolétariat russe ne pouvait pas pousser les transformations sociales jusqu'au bout, car aucun pays isolé n'en a la capacité, surtout pas un pays pauvre, soumis d'abord aux interventions militaires, puis à la pression permanente de l'impérialisme. Et la classe ouvrière a rapidement perdu le pouvoir politique au profit d'une bureaucratie antiouvrière.

Mais c'est tout de même grâce aux conquêtes de la révolution prolétarienne de 1917, grâce à l'étatisation des moyens de production et à la planification, que l'économie de l'URSS a fait des progrès formidables. Même si ses dirigeants ont depuis longtemps abandonné le communisme, tout en en gardant longtemps l'étiquette.

Or, depuis quelques années, ils renient même l'étiquette. Ils ne s'embarrassent d'ailleurs plus d'idéologie, même pour tromper les travailleurs. Ils se contentent de piller le pays en le dépeçant entre clientèles bureaucratiques rivales. Leurs rivalités ont dressé des frontières là où il n'y en avait pas et, par endroits, elles ont conduit à des guerres entre des peuples que la Révolution avait naguère unis. Tout cela détruit la planification, désagrège l'unité du pays et fait reculer la production. Mais pour le moment, ils n'ont pas réussi à introduire le capitalisme autrement que de façon marginale.

L'idéal communiste, pour lequel ont combattu des générations de travailleurs, n'est pas dépassé parce que ceux qui s'en sont faussement prétendu les héritiers y ont aujourd'hui honteusement renoncé.

Et j'espère que, parmi les militants et les sympathisants du Parti Communiste qui appartiennent au monde du travail, il en reste qui ne se laissent pas décourager et ne renoncent pas à leurs convictions communistes, même si je souhaite qu'ils tirent toutes les conclusions non seulement des renonciations patentes des dirigeants de l'URSS, mais aussi de celles de leurs propres dirigeants.

Parmi les idéaux du communisme, il y en a un, l'internationalisme, que nous tenons à défendre en cette période de montée des nationalismes. La Yougoslavie montre vers quelle barbarie conduisent les haines nationales, utilisées, développées par des démagogues pour parvenir ou pour se maintenir au pouvoir.

(...) Alors oui, un parti défendant réellement les intérêts du monde du travail ne peut se constituer que sur la base des idées communistes et internationalistes.

L'économie est mondiale depuis longtemps. Mais les trusts capitalistes qui la dominent ont intérêt à maintenir les États nationaux. L'avenir de l'humanité, c'est l'unification économique d'une planète débarrassée de l'exploitation. L'avenir de l'humanité c'est la destruction des frontières, de toutes les frontières, et la coexistence fraternelle de peuples libres et égaux !

OUI, IL FAUT UN NOUVEAU 36, UN NOUVEAU 68 !

Nous nous présentons, dans ces élections, pour exprimer l'indignation, l'écœurement que nous ressentons, comme de plus en plus de travailleurs, devant l'arrogance de ce patronat qui jette des milliers de femmes et d'hommes à la rue simplement pour faire gagner un peu plus aux actionnaires des entreprises. L'écœurement aussi, devant le cynisme du monde politique.

Malgré la crise et à cause d'elle, les travailleurs peuvent et doivent se défendre. Mais on ne peut pas se défendre en respectant la propriété mal acquise des capitalistes. Nous n'avons aucune raison de la respecter : tous leurs capitaux, tout ce qu'ils considèrent comme leurs biens privés, ce sont nous qui les produisons, nous les ouvriers, les employés, les techniciens, les ingénieurs. C'est notre travail collectif qu'ils transforment en profits individuels !

Seule notre colère, comme celle des paysans ou des pêcheurs, fera reculer le patronat et lui fera arrêter les licenciements.

Nous ne devons pas mendier, nous devons viser les entreprises à la tête, le patronat au portefeuille, les riches à la bourse. Oui, il peut y avoir un nouveau Juin 36 ou un nouveau Mai 68. Mais cette fois, nous ne nous laisserons pas arrêter en route. Le patronat a eu peur en 1936 et en 1968, il a cédé vite mais peu. La prochaine fois que nous lui ferons peur, vraiment peur, il cèdera aussi mais nous devrons prendre des gages et des garanties.

Quand les patrons pleurent misère, ils veulent qu'on les croie sur parole. Mais qu'ils ouvrent donc leurs livres de comptes, et pas seulement ceux des entreprises ! Qu'ils dévoilent leurs comptes en banque personnels, ceux de leur famille, voire de leurs maîtresses. Nous les travailleurs, leurs propres employés, les employés de banque ou les employés du fisc, nous sommes collectivement au courant de tous leurs avoirs et pourrions comparer nos informations, et les publier pour eux s'ils avaient tendance à les oublier.

C'est toute leur fortune qui doit nous servir de garantie : leurs actions, leurs châteaux, leurs voitures de luxe, leurs jets privés, leurs bijoux, leurs tableaux de maître, leurs vaisselles d'argent !

C'est aux responsables de payer, pas aux victimes.

Les travailleurs ont le droit moral de réagir par la violence. Le patronat leur impose quotidiennement sa propre violence, cette violence qui transforme les travailleurs en chômeurs, qui appauvrit des villes ou des régions entières. Et la violence de la réaction des travailleurs ne serait que la juste réponse à la violence patronale.

Faire passer la peur dans le camp patronal, c'est aussi la seule façon de changer le climat politique, le climat moral réactionnaire dans ce pays. Quand la classe ouvrière est réduite au silence, ce n'est pas seulement ses conditions matérielles qu'on écrase, mais aussi ses valeurs. La loi de la jungle dans le domaine économique, c'est forcément la loi de la jungle dans le domaine social, culturel, humain. Voilà le pourquoi de la remontée des idées et des attitudes réactionnaires, du chauvinisme, du racisme, de la mysoginie ; voilà pourquoi quelques-uns des droits acquis par les catégories sociales opprimées, sont aujourd'hui bafoués !

Alors, oui, il faut une remontée ouvrière pour balayer tout cela !

La seule issue non seulement pour les travailleurs, mais pour l'écrasante majorité de la société est cette explosion sociale que les bourgeois craignent mais que les travailleurs, eux, doivent souhaiter et préparer.

Ce n'est évidemment pas avec les bulletins de vote que le monde du travail fera rendre gorge à la bourgeoisie. Et les candidats de Lutte Ouvrière ne disent pas *"votez pour nous, nous ferons le reste !"*.

Ils disent :

– Oui, il faut faire payer la crise aux riches !

– Oui, il faut que la peur change de camp !

– Oui, s'il faut partager quelque chose, partageons la fortune de la bourgeoisie !

Dites-le avec nos candidats !

Et vous aussi, électeurs communistes et socialistes qui appartenez au monde du travail, dites-le avec nous !

Et nous le ferons alors, tous ensemble, mais autrement qu'avec des bulletins de vote !

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

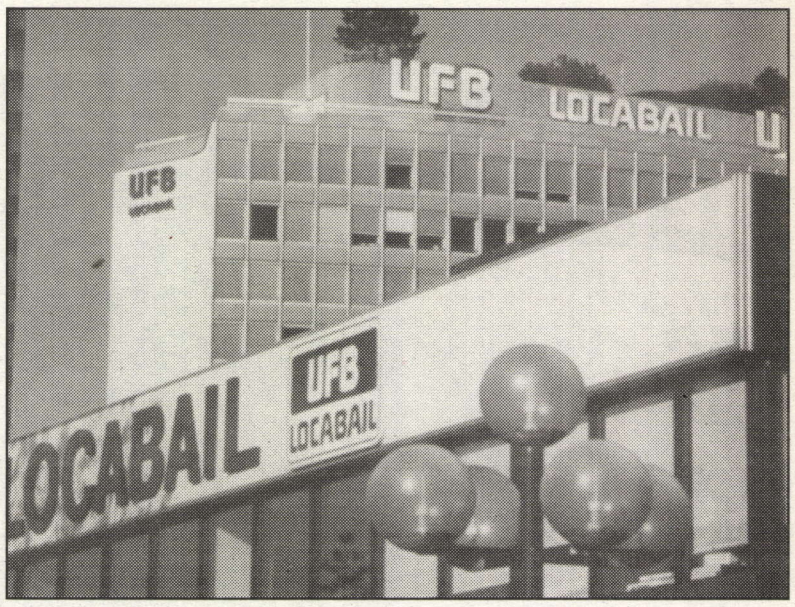
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

La crise de l'immobilier et les banques QUI VA BANQUER ?



Quartet / Gamma

■ La crise immobilière devient-elle une crise bancaire ? C'est en tout cas ce qu'annonce un journal des milieux patronaux, *les Échos*. Il y a quelques semaines, pourtant, on nous assurait qu'il n'y avait pas péril en la demeure : certes, il existait bien une mévente dans l'immobilier ; certes, certains gros promoteurs se retrouvaient avec des ardoises de plusieurs milliards de francs, mais les banques "assuraient".

En fait, ces banques n'avaient guère le choix. Elles avaient généralement prêté aux promoteurs l'argent d'opérations immobilières que tout le monde escomptait rentables. Mais vu la flambée des prix des logements, ces opérations de construction ou de réhabilitation se vendaient de plus en plus mal.

Dans un premier temps, les banques avaient laissé courir, les promoteurs payant des intérêts confortables sur les sommes engagées. Les choses commencèrent à se gâter quand quelques-uns des margoulins de l'immobilier se trouvèrent dans l'incapacité de payer, et surtout quand ce fut le tour de "grands" de la construction.

Tout d'abord, Pelège, Pellerin et quelques autres dirigeants de sociétés immobilières qui avaient été présentés, un temps, comme les "héros" du boom spéculatif sur le logement, furent rendus responsables de ne pas avoir su prévoir le retournement du marché. Les banques "assurèrent" encore, cette fois en renforçant leur contrôle sur ces géants de l'immobilier. Mais aujourd'hui, alors que lesdits établissements financiers publient presque tous en même temps leur bilan annuel, on constate que plusieurs d'entre eux se trouvent ébranlés par les remous de la crise de l'immobilier.

L'empire financier Suez a annoncé devoir sortir six milliards pour faire face à des déboires. Puis, ce sont la Compagnie du BTP et surtout le Comptoir des Entrepreneurs qui ont annoncé des pertes énormes. Des compagnies d'assurances sont touchées également, telles l'UAP, les AGF, le GAN, parce qu'actionnaires de banques qui ont des masses de crédits immobiliers insolvables.

Bien sûr, banques, compagnies d'assurances et promoteurs ne sont pas à plaindre. Les pertes potentielles des banques, évaluées entre 45 et 70 milliards, pour impressionnantes qu'elles soient, ne représentent qu'une petite partie de leurs engagements dans la construction (350 à 500 milliards), pour ne rien dire de leurs bénéfices ou encore du patrimoine immobilier des assurances (168 milliards). Mais, surtout, les pertes de cette année ne doivent pas masquer les profits considérables réalisés par les mêmes pendant les années de la spéculation immobilière à tout va.

La grande presse reste discrète sur tout cela, de peur, peut-être, que cela vienne, par exemple, jeter une ombre sur l'opération "sauvetage" du Comptoir des Entrepreneurs pour laquelle l'État mobilise les plus grandes banques, à commencer par les banques nationalisées. Les chantres de l'initiative privée, qu'ils soient de droite ou du Parti Socialiste, ne plaisantent plus quand les bénéfices du secteur privé sont en cause : c'est au secteur public qu'ils présentent l'addition.

Alors, même quand le bâtiment ne va pas, les profits restent en vue. Sinon, comment expliquer qu'au moment même où Suez publiait le chiffre de ses pertes immobilières... le cours de ses actions flambait en Bourse ?

P. L.

Les affaires continuent

Quartet / Gamma

■ *"A considérer l'offre de bureaux et le besoin persistant de logements, l'idée vient naturellement de transformer des bureaux en logements."* Naturellement ou pas, voici en tout cas la dernière idée venue à Catherine Tron, présidente de la Chambre syndicale des Promoteurs-Constructeurs de la région d'Ile-de-France, affiliée à la très puissante Fédération nationale des Promoteurs-Constructeurs (FNPC).

La présidente en question poursuit en expliquant que *"les bureaux susceptibles d'être transformés sont pour la plus grande partie situés à Paris et les reconversions envisageables concernent des appartements précédemment transformés en bureaux dont beaucoup d'immeubles haussmanniens."* En effet, pour cause de diminution de l'activité économique générale mais aussi pour cause de surabondance de surfaces, dans et à la périphérie de Paris, bien des bureaux dans le centre de la capitale ne trouvent pas preneurs. Ce qui ne signifie pas que ces surfaces, transformées en appartements pour être louées ou vendues à prix d'or, compte tenu de leur situation, trouveraient plus facilement et rapidement preneurs. Catherine Tron le sait fort bien et estime l'opération possible à condition de bénéficier "d'incitations puissantes"... comme l'exonération de l'impôt sur la plus-value par exemple, des facilités de recouvrement de la TVA et autres aides financières que le budget de l'Etat pourrait mettre à disposition des promoteurs.

Hier, les promoteurs, avec l'aide des banques, rachetaient les immeubles du centre de Paris, à des prix défiant toute concurrence, et les transformaient en bureaux. Aujourd'hui, ils en appellent à l'Etat et à son budget - donc à nos poches - pour les retransformer en appartements... Cela ne s'appelle pas la spéculation. Seulement, les affaires !

L. P.

15 mars : Les expulsions reprennent

Alors même que la "crise immobilière" semble inquiéter les banques, la chute relative des prix des logements (après, faut-il le rappeler, une flambée spéculative de plusieurs années) réserve quelques heureuses surprises. Du moins, à ceux qui ont, tel Serge Dassault, les moyens d'acheter plus de 300 mètres carrés dans un hôtel particulier, avenue Foch à Paris. S'agissant, qui plus est, du "bon côté" de cette avenue, le prix demandé (cinq mois de salaire d'un SMICard pour chaque mètre carré) frise la "bonne occase".

Un pied-à-terre parisien à moins d'un milliard de centimes, c'est une aubaine pour ces gens-là. Pour eux, la crise n'existe pas, même si, par exemple, la société Dassault ne cesse de crier misère pour obtenir des subventions d'État. Mais au moment où l'on reparle de crise de l'immobilier, la loi autorise à nouveau, à partir du 15 mars, à procéder à des expulsions. Cela, même si cette année pour cause d'élections, il va peut-être y avoir un répit jusqu'au lendemain du deuxième tour.

La vraie crise de l'immobilier, ce n'est pas l'essoufflement des profits rapides et faciles dans certains secteurs de la construction, c'est le fait que l'on ne construit pas assez et à des prix abordables pour ceux qui en ont le plus besoin. A commencer par ces milliers de nouveaux expulsés qui vont rejoindre les centaines de milliers de mallogés en attente d'un logement décent.

Inde

LES BOMBES DE BOMBAY

255 morts, plus d'un millier de blessés et de très lourds dégâts matériels, tel est le bilan des douze attentats à la bombe qui se sont produits à Bombay, le 12 mars, en l'espace de moins de deux heures.

A ce jour, ces attentats n'ont toujours pas été revendiqués. Il semble certain en revanche que les quinze bombes, ainsi que quelques autres qui ont été découvertes par la suite, ont été posées par un seul et même groupe disposant donc de moyens matériels importants.

AFP

La plupart des cibles visées sont liées aux plus hautes sphères de la bourgeoisie indienne : le gratte-ciel ultra-moderne de la Bourse de Bombay, symbole tout à la fois de l'emballement du marché et des profits financiers, depuis la dérégulation de ce secteur il y a deux ans, et de la corruption qu'a révélée la série de scandales financiers de ces derniers mois ; le siège d'Air India, compagnie nationalisée certes, mais qui reste le symbole des liens entre l'Etat et ses anciens propriétaires, la richissime famille Tata ; ou encore les hôtels les plus riches de la ville, ces îlots de luxe insolent où une clientèle de milliardaires et d'aventuriers se prélasse à quelques centaines de mètres de bidonvilles qui comptent parmi les plus vastes et les plus pauvres d'Asie.

Mais d'autres objectifs aussi ont été visés. Ainsi l'attentat le plus meurtrier s'est produit dans un train, au moment où il sortait de la gare de Victoria, la gare centrale de la ville.

Une autre bombe, qui elle n'a pas explosé, a été retrouvée à l'entrée de la gare d'une banlieue populaire de Bombay. Enfin une autre bombe a explosé en face du quartier général de Shiv Sena, la principale organisation intégriste hindoue de Bombay.

Il ne manque pas de forces politiques susceptibles d'être les auteurs de cette série d'attentats. Depuis les séparatistes sikhs du Penjab dont le leader le plus prestigieux, Manochahal, a été assassiné par des supplétifs de l'armée indienne le 28 février, jusqu'aux groupes séparatistes tamils du sud de l'Inde, les mêmes dont un commando-suicide avait assassiné le Premier ministre, Rajiv Gandhi, il y a deux ans, en passant par les groupes nationalistes du Cachemire qui depuis quelques mois essuient revers après revers, ou encore les groupes terroristes issus du maoïsme qui, bien qu'affaiblis, restent actifs dans toute une partie du pays...

Au milieu de ces spéculations, l'attentat contre le siège de Shiv Sena a aussitôt suscité des accusations contre les intégristes musulmans. Et il a suffi d'une déclaration intempestive (mais pas forcément involontaire) du ministre de l'Intérieur, parlant de conspiration étrangère et laissant entendre que le Pakistan pourrait y avoir joué un rôle, pour déclencher un début de pogrome anti-musulman, vite endigué il est vrai par une armée omniprésente.

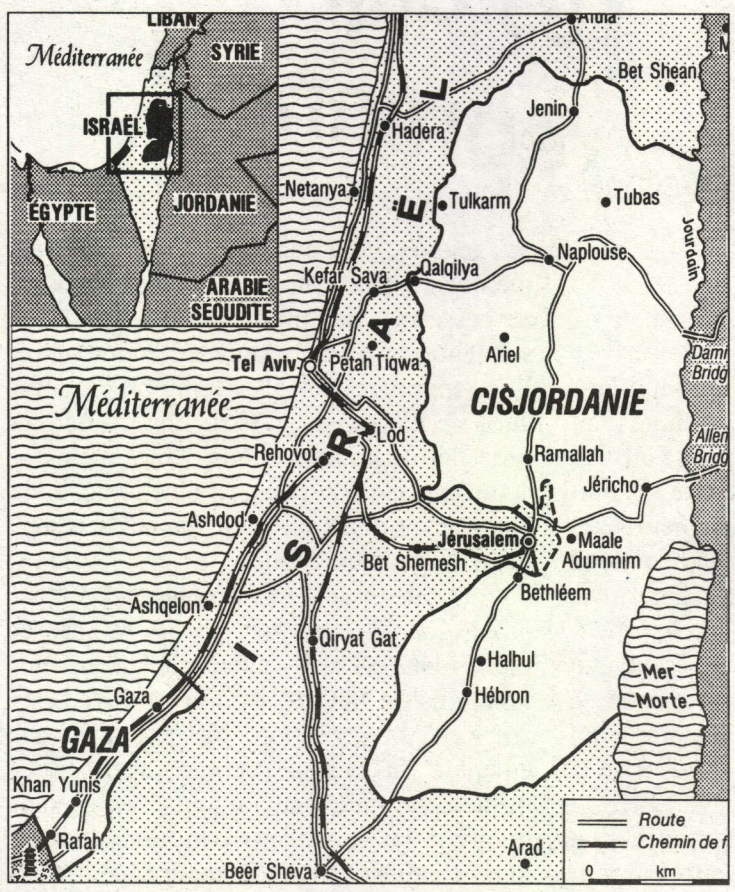
Que l'instigateur de ces attentats soit l'un de ces groupes intégristes musulmans plus ou moins financés par l'un ou l'autre des pays qui aspirent au titre de chef de file du monde musulman (Iran, Pakistan, Arabie Saoudite, en particulier) est tout à fait possible. Mais il pourrait tout aussi bien se trouver parmi les groupes intégristes hindous. Car, depuis les émeutes qui ont fait plus de 2000 morts en décembre-janvier, dans lesquelles les intégristes hindous s'étaient livrés à une démonstration de force, la situation de ces groupes reste bloquée. L'échec de leur tentative de manifestation contre le gouvernement Rao à Delhi, le 25 février, a conduit l'aile politique de l'intégrisme hindou, le BJP (Parti Populaire Indien), comme d'ailleurs le Shiv Sena de Bombay, à un virage brutal vers la légalité, prônant l'apaisement et mettant en sourdine leurs violentes critiques contre le régime. Ce virage ne peut que déplaire aux groupes intégristes hindous radicaux qui, eux voudraient maintenir une atmosphère de crise politique et de troubles sociaux en espérant qu'elle leur permettra de gagner du poids, et qui pourraient pour cela recourir au terrorisme.

Quoi qu'il en soit, ces attentats s'inscrivent dans une situation politique et sociale de plus en plus tendue et chargée de menaces pour la population pauvre des Indes, dans laquelle toutes sortes de démagogues et d'aventuriers peuvent croire leur heure enfin arrivée et risquer le tout pour le tout pour ne pas manquer cette occasion.

François ROULEAU

Gaza

LE POIDS DE L'OCCUPATION



Partout la situation est qualifiée "d'explosive" dans les territoires palestiniens occupés par Israël. Mais c'est sans conteste dans la bande de Gaza qu'elle l'est le plus. Dans ce petit territoire de 350 km2 vivent misérablement 800 000 Palestiniens et 3 000 "colons" juifs qui ont cru bon d'aller s'installer là-bas, avec l'idée que Gaza finira bien par être rattaché à Israël ; après une "purification ethnique" ?

L'armée israélienne y patrouille dans un climat général de haine. *"99 % des habitants nous haïssent"* déclarait avec lucidité le chef de l'administration militaire, bien que ce soit peut-être encore sous-évalué ! Et les incidents - souvent mortels - y sont plus nombreux que partout ailleurs. Plusieurs Juifs y ont été récemment poignardés, tués ou blessés, et on ne compte plus le nombre des morts palestiniens tués par les balles des militaires, et parfois des colons.

Aussi une majorité de l'opinion israélienne souhaiterait maintenant qu'Israël abandonne Gaza : 77 % selon le sondage récent d'un journal conservateur. Mais les dirigeants israéliens ne veulent pas se désengager de Gaza, de peur d'encourager encore la contestation dans d'autres territoires. Comme la Cisjordanie ou Jérusalem-Est, qu'ils ont encore moins envie d'évacuer. En conséquence la situation intenable de Gaza peut continuer de durer...

Certes il y a, depuis la conférence de Madrid, un simulacre de négociations de "paix", mais elles sont pour le moins embourbées. Et l'expulsion des 400 "intégristes" palestiniens vers le Liban, le 17 décembre dernier, par le gouvernement Rabin, les a laissées dans l'ornière... Il est bien question qu'elles redémarrent, mais c'est loin d'être fait, et de toute façon, pour conduire à quoi ?

Pourquoi les dirigeants israéliens s'en feraient-ils d'ailleurs, puisque leur Etat continue de bénéficier du soutien sans faille - même si c'est parfois avec quelques gestes d'humeur - des USA ? Chaque année l'Etat américain envoie 3 milliards de dollars en Israël (1,8 pour le militaire, et 1,2 pour le civil). Et l'Etat hébreu est depuis fort longtemps le principal bénéficiaire dans la région des largesses américaines.

Le chef du gouvernement israélien, Itzkhak Rabin, est pour quelques jours aux USA. Sans doute, à la suite de sa visite, annoncera-t-on une réactivation des pourparlers de paix, et peut-être un projet d'accord avec la Syrie dont on parle en ce moment.

Mais en ce qui concerne la Cisjordanie et Gaza, les Juifs israéliens, même ceux - la majorité - qui ne veulent pas "y aller" vont continuer à faire la triste besogne de flics pour faire "régner" leur ordre pourri. Tandis que les Palestiniens continueront de supporter la dictature d'Israël, et de se défendre comme ils peuvent, avec des pierres... et parfois des poignards.

André VICTOR

Allemagne

"PACTE DE SOLIDARITÉ" ...AVEC LES PATRONS !

La simple annonce de la signature d'un "Pacte de solidarité", entre le gouvernement Kohl, les chefs des principaux partis allemands, et les responsables régionaux, a fait monter la Bourse ; et plus encore à Paris qu'à Francfort. Si pour la finance et les spéculateurs c'est au moins *"bon pour le moral"*, c'est qu'il ne fait pas de doute que les mesures annoncées ne réservent rien de réjouissant pour les travailleurs d'Allemagne, à qui il va être demandé de nouveaux sacrifices.

Certes une des principales mesures, un prélèvement supplémentaire de 7,5% de l'impôt sur le revenu, ne sera appliquée qu'en 1995... après les prochaines élections législatives de décembre 1994. Certes on ne fera pas les coupes prévues dans les prestations sociales, notamment les indemnités de chômage... Mais on renforcera les contrôles contre "les abus" en espérant faire des milliards de marks d'économie. Et cela n'enlèvera rien aux coupes qui ont déjà été faites précédemment dans les prestations sociales, et ne supprimera pas les taxes supplémentaires (comme celles sur l'essence) qui avaient déjà été instaurées.

Par ailleurs le budget consacré au développement et à la reconstruction des Länder de l'ex-Allemagne de l'Est, dont l'industrie a été démantelée par la réunification, sera en gros doublé. Ce sont les Länder d'Allemagne de l'Ouest qui en supporteront en partie le poids, même si une répartition différente des rentrées de TVA entre l'Etat fédéral et les régions est prévue en compensation. Et il y a fort à parier que les économies que les gouvernements des Länder seront conduits à faire, comme celles prévues sur le budget fédéral, pèseront sûrement plus sur les travailleurs que sur les nantis.

De plus, toutes ces mesures n'empêcheront sans doute pas un nouvel accroissement du déficit budgétaire, et en conséquence l'inflation de continuer. Par la hausse des prix et la "modération salariale", les travailleurs seront les "mieux placés" pour en être encore les perdants. Dans l'immédiat, on commence déjà à faire payer ceux de l'ex-Allemagne de l'Est. On en a une illustration avec la dénonciation, par les patrons de la métallurgie, de l'accord sur un relèvement des salaires à l'Est devant permettre de rattraper en partie seulement le retard avec ceux de l'Ouest.

Lourdes de menaces pour l'ensemble des salariés d'Allemagne, sont encore la hausse brutale du chômage en ce début d'année et l'annonce de nombreux licenciements dans la sidérurgie, la mécanique, l'électronique. Cela laisse présager une situation de l'emploi dans laquelle les patrons chercheront à peser de plus en plus sur les salaires et sur le niveau de vie des travailleurs.

Le Parti Social-Démocrate, en acceptant ce "Pacte de solidarité" avec le capital qui est un coup contre les travailleurs, montre bien, s'il était encore nécessaire, que ceux-ci n'ont pour se défendre rien à attendre des politiciens de quelque bord qu'ils soient. Si les travailleurs ne veulent pas faire les frais de ce nouveau plan, il leur faudra se battre en passant par dessus les directions syndicales, traditionnellement toujours aux mains de ce défenseur de l'économie et de bourgeoisie, la Social-Démocratie.

Louis GUILBERT

Sidérurgiste allemand protestant contre les suppressions d'emplois et l'augmentation de la charge de travail

AFP

GRANDE-BRETAGNE

LE PATRONAT SE SERT DANS LES CAISSES DE RETRAITE DES TRAVAILLEURS

Le défunt milliardaire Robert Maxwell, dont les fils sont l'objet d'une interminable enquête pour avoir largement puisé dans les fonds des caisses de retraite complémentaires de ses salariés, fait de plus en plus d'émules.

En 1992, 38 % des employeurs britanniques se sont abstenus de faire le moindre versement à ces caisses qui sont en théorie financées par des cotisations égales des employeurs et des salariés, et 16 % d'entre eux ont réduit leurs cotisations de façon unilatérale.

Cette pratique n'est guère différente sur le fond des trafics de Maxwell, mais sur la forme elle est légale, puisque la loi autorise ce genre d'opérations, et d'ailleurs bien d'autres, dès lors que les caisses accusent un profit suffisamment important. Or, grâce aux gros revenus de la spéculation financière, pratiquement toutes les caisses de retraite ont engrangé de gros surplus depuis quelques années.

En théorie, la loi prévoit que ces surplus financiers peuvent servir à une augmentation du montant des pensions versées ou à une réduction des cotisations des salariés. Or cette possibilité n'a été mise en pratique que dans 21% des cas. En fait, et cela malgré les consignes de modération qui sont inscrites dans la loi (mais sans mécanisme prévu pour empêcher les excès), la grosse masse des surplus financiers des caisses de retraite est tombée dans la poche des patrons, que ce soit en leur servant à réduire ou à suspendre leurs cotisations ou, dans un certain nombre de cas, à financer des augmentations de capital ou le coût de plans de licenciements.

L'exemple vient d'ailleurs de haut dans ce domaine, du gouvernement lui-même. Non seulement celui-ci ne paie plus de cotisation aux fonds de retraite des Houillères et des Chemins de fer, mais il s'est servi du surplus de ces fonds, l'an dernier, pour financer l'augmentation salariale annuelle des cheminots, et cette année pour financer ses plans de licenciements aussi bien dans les mines que les chemins de fer. Aujourd'hui, les quatre caisses de retraite couvrant l'ensemble des mineurs et des cheminots - qui "pèsent" 150 milliards de francs - sont l'objet de féroces convoitises. Et le gouvernement cache mal ses projets de donner la possibilité aux futurs acquéreurs privés de mines et "franchisés" des chemins de fer, de plonger eux aussi la main dans ces surplus.

Il faut dire que le ministre chargé de superviser ces opérations de vol qualifié sur les retraites des travailleurs, est un spécialiste. Il s'agit du ministre de l'Industrie, Tim Sainsbury, deuxième actionnaire du groupe des supermarchés Sainsbury, l'un des premiers grands groupes à s'être risqué à toucher aux caisses de retraite. Et pendant que des millions de retraités dépendent de l'aide sociale pour survivre, monsieur le ministre Tim Sainsbury, dont la paie de ministre représente à peine 2 % de ses revenus en dividendes, incite allègrement les patrons à se servir dans leurs poches.

F. R

Bosnie

LES Z-HÉROS DE L'ARMÉE FRANÇAISE

AFP

Attention, ne pas confondre : ce n'est pas à Paris, aux "objets perdus" du 36 de la rue des Morillons, que la France a trouvé son héros de l'année, mais dans la ville bosniaque de Srebrenica, en la personne d'un général Morillon qui n'a rien d'un "soldat perdu", du moins pour l'instant.

Le général français, commandant des forces de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie aurait volontairement et noblement offert sa personne en otage pour obtenir l'acheminement d'un convoi humanitaire dans cette ville encerclée par l'armée serbe. Il y serait devenu l'idole et le protecteur de la population musulmane de la ville, population grossie par des milliers de réfugiés musulmans de toute la région environnante.

Avant de devenir l'idole des musulmans bosniaques que la presse nous décrit, le commandant en chef des forces de l'ONU s'était, une semaine plus tôt, rendu au contraire impopulaire dans la même communauté; après une inspection dans la ville de Cerka prise par l'armée serbe, il avait déclaré en effet qu'avec son flair de vieux soldat qui connaît l'odeur de la mort, il ne l'avait pas sentie à Cerka ; alors que l'écrasement de la ville aurait fait plusieurs centaines de morts civils…

Jeudi 11 mars, le général qui avait quitté la splendide villa 19e siècle de Sarajevo, où il a installé sa résidence et où son cuisinier personnel s'efforce de satisfaire

Russie

La visite de Mitterrand

ELTSINE ET SES "SOIGNEURS" OCCIDENTAUX

Gamma

Mitterrand et Eltsine s'étaient déjà rencontrés. Ici, en 1992 à Paris. Ils pourront comparer leurs expériences...

C'est un président russe, décrit par la presse comme sonné après son "match" contre un Parlement qui ne lui aurait pas laissé marquer un seul point, que Mitterrand est allé réconforter. Mitterrand, qui s'attend sous peu, en France, à une Chambre composée en majorité de députés de droite, se trouve peut-être bien placé pour témoigner sympathie et compréhension à Eltsine, mais c'est apparemment surtout en tant qu'émissaire des puissances occidentales qu'il a fait le voyage de Moscou.

Celles-ci ont tenu à réaffirmer que, dans la lutte entre les politiciens de Russie, leur préférence continue pour l'instant à aller à Eltsine. Cela sans doute moins pour ce qu'est ce dernier - impuissant qu'il se révèle à s'opposer au chaos politique et économique - que pour ce qu'il représente. Eltsine personnifie en effet les "réformes", c'est-à-dire la volonté affirmée de restaurer le capitalisme, mais surtout un pouvoir central, ou plutôt ce qu'il en reste, censé faire encore un peu obstacle à la désagrégation lourde de dangers du plus grand État au monde.

Les empoignades répétées entre Eltsine et le Congrès des députés peuvent faire penser à un guignol parlementaire (et la Russie n'en a certes pas l'exclusivité). Mais elles manifestent aussi un aspect de cette guerre des autorités qui aboutit à une paralysie du pouvoir et à un chaos croissant dans tout le pays, dont personne ne sait sur quoi il peut déboucher.

Dans les 48 heures qui ont suivi cette bataille du Congrès perdue par Eltsine, Clinton, Kohl, Mitterrand et quelques autres ont versé le baume de déclarations consolatrices sur les plaies et bosses du locataire du Kremlin. Mais c'est bien tout ce qu'ils ont et vont verser.

Réunis à Tokyo les 13 et 14 mars, les représentants du G7, les sept pays les plus riches, se sont engagés à poursuivre leur aide au cours engagé à Moscou. Mais l'Occident, en crise économique depuis une vingtaine d'années, n'a ni les moyens, ni le ressort de se lancer à la reconquête du marché exsoviétique. En tout cas, c'est ce qu'on constate. Le gigantesque programme de privatisation de toute l'économie, lancé par Eltsine, reste en rade : les entreprises, surtout industrielles, annoncées comme privatisables, n'attirent pas les capitalistes étrangers. Pour masquer l'échec de cette politique, Eltsine et son équipe en sont réduits à appeler "privatisation" le transfert de propriétés de l'État entre les mains des collectivités locales et des "collectifs de travailleurs", c'est-à-dire le personnel de ces entreprises.

La seule privatisation qui fonctionne vraiment concerne... les ressources et revenus de l'État, que s'approprient sans vergogne des centaines de milliers de bureaucrates cherchant à se transformer en hommes d'affaires. Cela s'applique d'ailleurs aussi aux quelques prêts occidentaux, même si à peine la moitié des 24 milliards promis ont été versés, qui ont disparu dans la poche des bureaucrates, des mafieux et autres intermédiaires qui, bien placés, les ont déjà "privatisés" et souvent transférés à nouveau dans les banques occidentales.

Mais, si cela fait l'affaire de la couche des parasites qui prospèrent comme jamais dans l'ex-URSS, cela n'est pas forcément pour plaire aux bailleurs de fonds occidentaux : ils ont l'impression de n'être payés en retour que par l'aggravation d'une situation dont aucun ne s'avise à prévoir l'issue.

Kohl a donc dit ne plus rien vouloir verser. Clinton, généreux à bon compte, invite ses alliés européens à *"faire un effort pour soutenir Eltsine"*, mais, lui, ne s'engage à rien.

Quant à Mitterrand, eh bien, il s'occupe surtout des affaires intérieures de la France. Il a ainsi proposé une réunion des chefs d'État du G7 sur la Russie, en avril, pour se montrer plus utile que le futur chef du gouvernement français d'après les élections. Mais les autres grandes puissances ne sont pas d'accord : une réunion bidon, peut-être, mais les ministres des Finances suffiront bien !

Pierre LAFFITTE

Dans le monde

BOSNIE *Suite de la page 14*

ses goûts de fin gourmet, était arrivé dans la ville bosniaque sans réussir à obtenir l'entrée du convoi de vivres et de secours qu'il accompagnait.

Retenu dans un premier temps contre son gré par la population de la ville, le général aurait retourné la situation à son avantage en annonçant sa décision d'y rester de son plein gré pour protéger, par sa seule présence, la ville des bombardements serbes et pour négocier avec les forces qui assiègent l'enclave de Srebrenica l'entrée du convoi de secours en échange de son départ.

Depuis les négociations piétinent : le 16 mars à midi, le général aurait obtenu gain de cause de la part du chef d'état-major serbe ; le même soir les camions d'aide étaient toujours bloqués, les officiers serbes sur le terrain refusant de laisser passer l'escorte militaire de l'ONU qui les accompagne… Et les péripéties continuent.

Mais si ces péripéties font la Une des journaux et des actualités télévisées en France, elles ne sont vraiment qu'un événement dérisoire au sein de cette guerre qui ensanglante la Bosnie-Herzégovine.

Le souci des grandes puissances n'est évidemment pas le sort de la population de l'ex-Yougoslavie, mais le rétablissement d'un ordre, quel qu'il soit, pourvu qu'il puisse sauvegarder leurs intérêts à elles. Elles continuent pour l'instant de se contenter de surveiller sur place, par ONU interposée, la marche de la guerre, ou plutôt des guerres qui opposent les diverses armées rivales. Quelques parachutages ou convois de médicaments et de vivres servent à justifier leur présence par l'alibi "humanitaire". Et elles attendent seulement que le jeu des armes entre les divers pouvoirs locaux et les transferts de population fuyant d'une région à l'autre la répression, réglent finalement le sort de la population, et fixent enfin un découpage ; si tant est que cela soit possible et que l'ex-Yougoslavie ne reste pas pour de longues années un nouveau et plus grand Liban.

En attendant, les hauts faits d'un soi-disant "Général courage" comme disent déjà certains journalistes français, ou bien les parachutages des secours américains, sont là pour aider les grandes puissances impérialistes à se donner bon visage.

Olivier BELIN

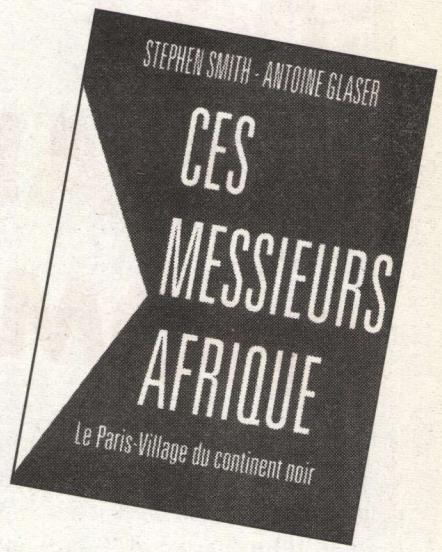
AFP

Des Bosniaques dans leur maison détruite.

Lire

Ces messieurs Afrique

de Stephen Smith et Antoine Glaser



Ces "messieurs Afrique" sont onze personnalités et quelques comparses qui, à un titre ou à un autre, jouent un rôle dans le pillage de ce qui peut encore rester aujourd'hui de richesses dans les ex-colonies françaises d'Afrique noire, en dépit de la chute des cours de la plupart des matières premières et de la pauvreté pour le plus grand nombre.

Parmi ces messieurs assez peu recommandables, on trouve des industriels, Vincent Bolloré, Martin Bouygues (qui ne fait pas que des maisons de maçon !) et Serge Varsano (Sucre et Denrées) mais aussi des hommes préférant agir dans l'ombre (le gendarme Paul Barril ou Jean-Christophe Mitterrand, le fils du président, longtemps animateur de la cellule africaine de l'Elysée).

Ce livre montre comment, même si dans les douze années écoulées, les proches du gouvernement socialiste ont essayé de mettre en place leurs propres filières africaines, ils ont su également, pour l'essentiel, collaborer avec les hommes et les réseaux mis en place par leurs prédécesseurs, pour qu'au bout du compte l'Afrique noire, celle en tout cas qui dépendait jadis de l'impérialisme francophone, demeure une chasse gardée des intérêts impérialistes "made in France".

On a pu voir ces derniers temps Pasqua tourner en Afrique pour préparer le retour de ses amis politiques, et nul ne doute que les successeurs du Parti Socialiste à la tête du gouvernement sauront eux aussi maintenir cette belle continuité, qui assure de copieux revenus à la poignée d'industriels encore intéressés par le marché africain.

On voit ainsi Bolloré commercialiser le tabac africain, Varsano de Sucre et Denrées mettre la main sur le cacao à des prix défiant toute concurrence, d'autant plus que c'est l'Etat qui, à l'occasion, assure les "bakchichs" permettant de maintenir les prix d'achat au plancher ; ou Bouygues qui s'est fait une spécialité, à côté de ses activités de travaux publics, de rafler le marché de la gestion de l'eau et son épuration, ce qui est notamment le cas en Côte-d'Ivoire.

Bouygues devant son chef-d'œuvre : la cathédrale de Yamoussoukro.

Gamma/Stevens

Le lecteur découvre ainsi, regroupées, des informations quelquefois éparpillées dans la presse. Elles éclairent la nature des rapports qui se sont établis au fil des ans et des gouvernements entre les minces couches dirigeantes des Etats africains qui "coopèrent" et les représentants de l'impérialisme français. Une poignée de dirigeants de grandes entreprises, quelques hommes politiques sous les feux des projecteurs ou dans l'ombre, et les familles des hommes d'Etat sélectionnés par l'impérialisme œuvrent ainsi ensemble à leur enrichissement commun, tandis que la plus grande masse de la population africaine, elle, sombre dans un dénuement de plus en plus effroyable. Une misère, sous-produit d'un pillage jamais interrompu, ni par la prétendue "décolonisation" ni par la crise économique aussi violente soit-elle dans cette partie du monde, qui importe peu à ces grandes sociétés ou à ces hommes qui ont fait leur carrière et leurs affaires en Afrique et qui n'ont jamais été regardants sur les méthodes pour s'enrichir, choisir les hommes sur lesquels ils s'appuient ou écarter ceux qui les gênaient.

AFP

On comprend mieux aussi, après avoir lu ce livre, que ces liens qui attachent chefs d'entreprises, politiciens français et dictateurs africains, sont d'autant plus difficiles à rompre que les années ont passé. Même si, depuis quelque temps, la comédie du multipartisme est à la mode, l'impérialisme aimerait bien que tous les dictateurs avec qui il a pu collaborer dans le passé parviennent à négocier ce tournant, sans trop de casse, et sachent se donner au moins une façade un peu plus présentable.

Car lorsqu'une combine juteuse rapporte bien, les petits malins qui en profitent aiment le moins possible avoir à "affranchir" des petits nouveaux toujours susceptibles de commettre les bavures et erreurs que savent éviter les vieux crocodiles rompus à toutes les astuces et sachant bien où est leur place.

Jacques FONTENOY

Ed. Calmann-Lévy, 235 pages, 120 F.

Michelin (Clermont-Ferrand)

5000 TRAVAILLEURS EN CHÔMAGE PARTIEL

Vendredi 12 mars le Comité central d'entreprise de Michelin était informé que 90% des effectifs dans les bureaux (employés des services administratifs, dans les labos : les techniciens et même des cadres, environ 300) seront en chômage partiel, de 2 à 8 jours, et donc subiront une perte de salaire.

Michelin parle comme c'est tant à la mode, des "difficultés" du secteur automobile en Europe, d'un cap difficile à passer, de la "conjoncture médiocre".

Ces arguments servent à cacher l'essentiel : Michelin se garde bien de faire connaître ses véritables profits. Car ses actions montent en Bourse et il est devenu le leader mondial des pneumatiques.

Cela s'est fait à coups de dizaines de milliers de suppressions d'emplois, d'augmentation de la productivité. Et que dire des heures supplémentaires largement utilisées, du travail à l'usine le samedi et même le dimanche, alors que le chômage partiel devient systématique et à grande échelle !

La production n'est pas touchée, mais le niveau de vie de milliers de travailleurs, lui, l'est bel et bien.

Deux jours de chômage en mars, cela veut dire presque 5% en moins sur la paie. Pour un ouvrier professionnel ayant 20 ans d'ancienneté, avec un salaire de 7 000 F, cela fera dans les 400 F en moins. Pour un technicien qui, au bout de 24 ans, touche dans les 9 000 F mensuels, cela fera 400 F en moins en mars et 630 F perdus en avril. Donc pour huit jours de chômage, une perte minimale de 1 000 F.

Et Michelin économise encore autrement grâce au gouvernement, qui a multiplié les cadeaux à des patrons comme lui : il peut verser 29 F de l'heure, comme minimum légal, ce qui est ridicule comme somme à verser. Cela revient à la moitié du salaire, tandis que l'État se charge comme d'habitude de combler une partie du trou en accordant 18 F à titre complémentaire soit tout de même un cadeau de 5 à 6 millions de francs dont Michelin est dispensé. Car il y a même des déductions fiscales sur les 29 F versés par le patron.

Rappelons aussi, qu'en plus de tous ces "petits" cadeaux, les patrons peuvent tout à fait légalement imposer jusqu'à 600 heures de chômage par an et par personne. C'est ainsi qu'en 1992 Michelin a imposé 27 000 heures chômées dans les usines clermontoises.

On peut voir aussi les effets néfastes de cette politique patronale et gouvernementale : les travaux habituels effectués pour l'entretien des bâtiments, des machines, et qui sont confiés à des entreprises extérieures, en sous-traitance, vont être suspendus, bloqués ou annulés.

Ce qui a pour conséquence immédiate que de nombreux autres travailleurs se retrouvent à leur tour sans travail, jetés au chômage par la faute de Michelin.

Correspondant LO

La mort de Floirat

LE FLAIR DES COMBINES

AFP

Que Sylvain Floirat ait bâti une partie de sa fortune sur le succès de la radio *Europe 1*, où se sont formés la plupart des journalistes qui servent aujourd'hui de vitrines à la profession, les Ivan Levaï, les Anne Sinclair et autre PPDA, voilà qui explique sans doute les multiples couronnes de lauriers que lui ont tressées en retour ces mêmes journalistes à l'annonce de la mort de ce grand profiteur... du travail d'autrui.

On a donc eu droit au couplet sur ce fils de facteur périgourdin, devenu apprenti-charron, qui *"par son intelligence et son travail"* est devenu milliardaire.

Floirat a visiblement surtout su se trouver au bon endroit et au bon moment : carrossier et distributeur de pièces détachées automobiles quand l'industrie automobile était en pleine croissance, transporteur routier pendant l'Occupation (que transportait-il en cette période de marché noir et de trafics en tous genres ?), à la tête d'une compagnie aérienne, ancêtre d'UTA, quand l'aviation se développait puis PDG des avions Bréguet, et pour finir marchand d'armes avec Matra en même temps qu'il dirigeait *Europe 1*.

Floirat aimait à dire que le devoir de l'industriel est de *"faire du gras"* – traduisez "du profit" – et confiait, paraît-il, à Yvan Levaï qu'il avait toujours un petit milliard de francs dans son tiroir, pour ne pas rater une bonne affaire passant à portée de la main...

Car le flair ne suffit pas, il faut aussi les capitaux. D'où venaient ceux de Floirat ? On peut en avoir une idée si l'on sait que Floirat était transporteur aérien pendant la guerre d'Indochine, sous-traitant pour l'armée de l'air rien moins que l'ensemble de l'Indochine. Or, il existait à cette époque un trafic de devises connu sous le nom de "trafic des piastres", du nom de la monnaie ayant cours dans cette colonie française, un des grands scandales de la IVe République lié à la soif de profit, d'enrichissement rapide, favorisés par les affaires coloniales.

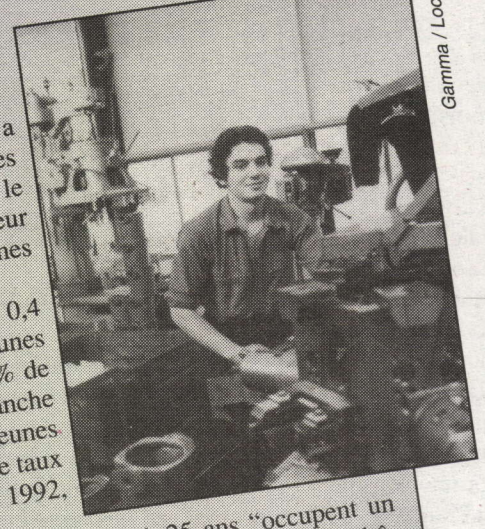
En 1945, le gouvernement français fixa le taux de la piastre, la monnaie vietnamienne, à 17 F. Or, au Vietnam, au marché noir, la piastre oscillait entre 8 et 10 F. Acheter des piastres sur place à 8 F et les revendre au cours officiel à 17 francs, c'était donc multiplier par deux son capital, un trafic qui dura jusqu'à la défaite des troupes coloniales et à leur départ, et qui permit, entre autres, à des hommes d'affaires comme Floirat de faire fortune.

Le Figaro a rappelé qu'à la fin de la guerre d'Indochine, le gouvernement avait autorisé Sylvain Floirat à rapatrier ses énormes bénéfices en piastres à la condition *"qu'ils servent à renflouer le déficit d'une société de construction aéronautique en difficulté"*. Et voilà comment l'État aide un trafiquant à devenir un grand industriel. Dans le monde où l'argent est roi et où il faut "faire du gras", bien entendu, c'est... naturel !

Jacques FONTENOY

Les chiffres du chômage

L'EMPLOI DES JEUNES TRINQUE



Gamma / Lochon

Le chômage des jeunes (18-25 ans) a augmenté : on le sait, on le voit, mais les statistiques de l'INSEE viennent de le confirmer en publiant les résultats de leur enquête portant sur l'emploi des jeunes entre mars 1991 et mars 1992.

Ainsi, le chômage a progressé de 0,4 point en un an pour l'ensemble des jeunes de 16 à 25 ans, passant de 7,8 à 8,2% de l'ensemble de la population de cette tranche d'âge (actifs comme scolarisés). Les jeunes de 22-25 ans sont les plus touchés. Le taux de chômage y est de 10,9% en mars 1992, contre 10,4% un an auparavant.

En fait, seulement 37,7% des jeunes de 16 à 25 ans "occupent un emploi", comme on dit, contre 39,1% en 1991. L'augmentation du chômage des jeunes est encore plus nette pour la tranche d'âge des 22-25 ans : ils sont seulement 61,9% à avoir un emploi, contre 63,8% un an auparavant. Toujours pour la tranche d'âge 22-25 ans, ceux qui bénéficient d'un contrat "normal" sont passés de 59 à 56,4%.

L'évolution du marché du travail est "peu favorable" aux jeunes, constate l'enquête de l'INSEE,... c'est le moins qu'on puisse dire !

Rappelons que l'enquête porte sur des chiffres datant déjà d'un an. Cela va plutôt plus mal aujourd'hui. L'INSEE nous donnera les chiffres dans un an ou deux, mais la dégradation des conditions de vie que ce chômage entraîne, elle, est déjà bien là.

S. F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995